



L'Union pour la
Méditerranée est co-présidée
par l'Union européenne



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الاتحاد من أجل المتوسط



The Hashemite
Kingdom of Jordan

L'Union pour la Méditerranée
est co-présidée par le Royaume
hachémite de Jordanie

2020 À L'HORIZON!

Retour sur **14 ANNÉES** de coopération environnementale en Méditerranée:

L'initiative HORIZON 2020 pour une Méditerranée plus propre



Le Secrétariat général
de l'UpM est cofinancé
par l'Union européenne



SUIVEZ L'UNION POUR LA MÉDITERRANÉE (UpM) SUR:



ufmsecretariat



@UfMSecretariat



union-for-the-mediterranean

COORDINATION ET SUPERVISION DE LA PUBLICATION:

Alessandra Sensi, Cheffe de secteur Environnement et Économie bleue, UpM

LE PRÉSENT DOCUMENT A ÉTÉ PRODUIT GRÂCE AU SOUTIEN FINANCIER:



de l'Union européenne, dans le cadre du projet WES - *Water and Environnement Support in the ENI Southern Neighbourhood region* / appui dans les domaines de l'eau et de l'environnement dans le voisinage Sud de l'instrument européen de voisinage,



et de

SIDA - l'Agence suédoise pour la coopération internationale au développement

Son contenu ne rend pas nécessairement compte des avis et de la position officielle des organisations, acteurs et donateurs concernés.

Nous tenons à remercier l'ensemble de celles et ceux qui, directement ou indirectement, ont contribué à la présente publication, à savoir les points focaux nationaux et autres parties prenantes de l'initiative Horizon 2020, et notamment les membres du «core group» de cette initiative: l'Agence européenne pour l'environnement, la Banque européenne d'investissement, l'Union européenne (la direction générale de l'environnement – DG ENV – et la direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement – DG NEAR – de la Commission européenne), le ministère jordanien de l'Environnement, l'Union pour la Méditerranée, le Plan d'action pour la Méditerranée du Programme des Nations unies pour l'environnement.

Juillet 2020



L'Union pour la Méditerranée est co-présidée par l'Union européenne



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الاتحاد من أجل المتوسط



The Hashemite
Kingdom of Jordan

L'Union pour la Méditerranée
est co-présidée par le Royaume
hachémite de Jordanie

Table des matières

ACRONYMES	4
RÉSUMÉ ANALYTIQUE	6
1. L'INITIATIVE HORIZON 2020	10
2. CONTEXTE ET HISTORIQUE	12
2.1. Première phase de l'Initiative H2020: 2007-2014 Poser les fondations de la réduction de la pollution en Méditerranée	16
2.2. Seconde phase de l'Initiative H2020: 2014-2020 Aller au-delà de la réduction de la pollution	18
3. ACCOMPLISSEMENTS DE LA SECONDE PHASE DE L'INITIATIVE H2020	20
3.1. Accomplissements généraux du programme de travail de l'Initiative H2020 pour la période 2015-2020	21
3.2. Investissements pour la réduction et la prévention de la pollution (IRPP)	23
3.2.1. Le programme de travail pour la période 2015-2020	23
3.2.2. Défis et opportunités	26
3.3. Renforcement des capacités (CB)	27
3.3.1. Le programme de travail pour la période 2015-2020	27
3.3.2. Défis et opportunités	30
3.4. Examen et surveillance (E&S)	32
3.4.1. Le programme de travail pour la période 2015-2020	32
3.4.2. Défis et opportunités	36
4. CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES	38
4.1. Conclusions principales	39
4.2. Tirer parti de l'héritage de l'Initiative H2020: vers une «GreenerMed» d'ici à 2030	42

Acronymes

2030GreenerMed	Vers 2030: Agenda pour une Méditerranée plus verte – Contribuer à la réalisation des ODD environnementaux en Méditerranée
AFD	Agence française de développement (Banque française de développement)
CAMENA	Climate Action in the Middle East and North Africa – Action en faveur du climat au Moyen-Orient et en Afrique du Nord
CB	Capacity Building – Renforcement des Capacités
DG NEAR	Direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement de la Commission européenne
DPSIR	Drivers – Pressures – State – Impact – Response (forces motrices – pressions – état – impacts – réponses): modèle conceptuel d'organisation des informations sur l'environnement
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
EC	Commission européenne
EcAp	L'approche écosystémique
ECRAN	Environment and Climate Regional Accession Network – Réseau régional d'adhésion Environnement et Climat
AEE	Agence européenne pour l'environnement
BEI	Banque européenne d'investissement
IEV	Instrument européen de voisinage
IEV CTF MED	Programme «Bassin maritime Méditerranée» de l'initiative de coopération transfrontalière (CTF) mise en œuvre au titre de l'IEV
PEV	Politique européenne de voisinage
IEVP	Instrument européen de voisinage et de partenariat
EU	L'Union européenne
EDD	Éducation pour le développement durable
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit – Bureau de la coopération allemande au développement
FEMIP	Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
H2020	Initiative Horizon 2020
H2020 CB/MEP	Programme H2020 Renforcement des capacités/Programme méditerranéen pour l'environnement
GIZC	Gestion intégrée des zones côtières
IFI	Institutions financières internationales
IMAP	Integrated Monitoring and Assessment Programme of the Mediterranean Sea and Coast – Programme de surveillance et d'évaluation intégrées de la mer et des côtes méditerranéennes
IAP	Instrument d'aide de préadhésion
KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau – Banque allemande de développement
CMEDD	Comité méditerranéen sur l'éducation au développement durable

MED 5P	Initiative de l'UE à l'appui de la préparation de projets en partenariat public-privé dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée
MedECC	Network of Mediterranean Experts on Climate and Environmental Change –Réseau méditerranéen d'experts sur les changements climatiques et environnementaux
MED POL	Programme de surveillance continue et de recherche en matière de pollution en Méditerranée
MeHSIP	Méditerranée Hot Spots Investment Programme – Programme d'investissement pour l'élimination des principales sources de pollution en Méditerranée
MENA	Middle East and North Africa – Moyen-Orient et Afrique du Nord
SMEDD	Stratégie méditerranéenne sur l'éducation pour le développement durable
SMDD	Stratégie méditerranéenne pour le développement durable
PAN	Plan d'action national
BNR	Budget national de référence
ONG	Organisation non gouvernementale
PCB	Polychlorobiphényles
PRIMA	Partnership for Research and Innovation in the Mediterranean Area – Partenariat pour la recherche et l'innovation dans la région méditerranéenne
IRPP	Investissements pour la réduction et la prévention de la pollution
R RTP	Registre des rejets et des transferts de polluants
E&S	Examen et surveillance
UpM	Union pour la Méditerranée
PNUE	Programme des Nations unies pour l'environnement
PNUE/PAM	Plan d'action pour la Méditerranée du Programme des Nations unies pour l'environnement
UNESCO	United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization –Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
ONUDI	United Nations Industrial Development Organization – Organisation des Nations unies pour le développement industriel
ODD	Objectifs de développement durable des Nations unies
CPD	Consommation et production durables
CAR-CPD	Centre d'activités régionales pour la consommation et la production durables
SEIS	Shared Environmental Information System – système de partage d'informations sur l'environnement
PME	Petites et moyennes entreprises
CUA	Cadre unique d'appui
SWIM-Horizon2020 SM	Mécanisme de soutien du Programme sur la gestion intégrée durable de l'eau (SWIM) et de l'initiative Horizon 2020 (SWIM-H2020 SM)
TA	Technical Assistance – assistance technique
TAIEX	Technical Assistance and Information Exchange instrument of the EC – instrument d'assistance technique et d'échange d'information de la Commission européenne
WES (projet)	Water and Environment Support (WES) in the ENI Southern Neighbourhood region – appui dans les domaines de l'eau et de l'environnement dans le voisinage Sud de l'instrument européen de voisinage

An aerial photograph of a coastal city, likely Tunis, Tunisia. The foreground shows a marina with numerous white sailboats docked at wooden piers. A modern building with a green roof and large windows is situated on a stone pier in the water. The middle ground features a parking lot with cars and a few palm trees. The background is a dense, sprawling urban area with many small buildings and a few taller structures, including a minaret, visible on the horizon under a clear blue sky.

Résumé Analytique

L'Initiative Horizon 2020 (2007–2020) a vu le déploiement d'efforts conjoints visant à réduire, dans une mesure significative, la pollution en Méditerranée, et ce en s'attaquant aux sources de pollution qui, selon les estimations, représentent environ 80 % de la pollution générale de la mer méditerranée: déchets municipaux solides, eaux urbaines résiduaires et pollution industrielle. En 2014, à mi-parcours, les cadre d'action et périmètre initialement arrêtés ont été progressivement élargis pour intégrer des approches et actions destinées à soutenir la prévention de la pollution et la transition de la région vers une économie verte. Le présent rapport rend compte de cette seconde phase de l'Initiative H2020.

L'Initiative Horizon 2020 (2007–2020) a vu le déploiement d'efforts conjoints visant à réduire, dans une mesure significative, la pollution en Méditerranée, et ce en s'attaquant aux sources de pollution qui, selon les estimations, représentent environ 80 % de la pollution générale de la mer méditerranée: déchets municipaux solides, eaux urbaines résiduaires et pollution industrielle. En 2014, à mi-parcours, les cadre d'action et périmètre initialement arrêtés ont été progressivement élargis pour intégrer des approches et actions destinées à soutenir la prévention de la pollution et la transition de la région vers une économie verte. Le présent rapport rend compte de cette seconde phase de l'Initiative H2020.

Initiative phare d'envergure régionale de l'UpM, H2020 a pris la forme d'une entreprise collective, qui a bénéficié de contributions d'un large éventail d'acteurs: pays partenaires de l'UpM, organismes intergouvernementaux, institutions financières internationales, villes et régions, organisations non gouvernemen-

tales, milieu universitaire et secteur privé. S'appuyant sur des instruments de politique existants et en cours d'élaboration, l'initiative a permis de soutenir la mise en œuvre des engagements pris dans le cadre de la Convention de Barcelone, lors de la réunion ministérielle de l'Union pour la Méditerranée sur l'environnement et le changement climatique en 2014 et la Stratégie méditerranéenne pour le développement durable.

Afin de garantir la réalisation des objectifs fixés, l'Initiative H2020 s'articulait en quatre composantes reliées entre elles, consacrées respectivement aux investissements pour la réduction et la prévention de la pollution, au renforcement des capacités, à l'examen et à la surveillance, et à la recherche. C'est au groupe de pilotage d'Horizon 2020 qu'incombait la mise en œuvre du programme de travail de l'Initiative H2020, et à trois sous-groupes la tâche de coordonner les différents éléments du programme, chacun confié à l'un des partenaires de l'initiative et décliné en grands projets régionaux relevant des quatre composantes.

Les accomplissements clés de la seconde phase de l'Initiative H2020 sont les suivants:

- **plus d'investissements** dans la réduction et la prévention de la pollution grâce à 24 projets d'investissement. Les projets préparés et approuvés dans 6 pays de la Méditerranée – Égypte, Jordanie, Liban, Palestine, Maroc et Tunisie – représentaient un investissement total de plus de 1,4 milliard d'euros, cofinancé par des institutions financières;
- **renforcement des capacités** pour réduire et prévenir la pollution: plus de 2 000 personnes ont été formées dans le cadre de 100 ateliers de formation et autres activités de renforcement des capacités mis en œuvre en complémentarité par différents acteurs et équipes de projets de l'initiative;
- **renforcement des cadres politiques et juridiques** dans l'ensemble de la région, grâce notamment à des interventions de renforcement des capacités et d'assistance technique auprès des différentes parties prenantes;
- **amélioration de l'information et des connaissances** relatives à la pollution en Méditerranée, tout particulièrement par la réalisation d'une seconde évaluation basée sur des indicateurs et l'amélioration de l'infrastructure et des outils de données à l'échelle régionale en vue de soutenir les processus de gestion des données à l'échelle nationale et la régularité des flux de données à l'échelle régionale;
- **renforcement de l'éducation et de la sensibilisation** en matière de développement durable par le biais de la Stratégie méditerranéenne sur l'éducation pour le développement durable (SMEDD) et son plan d'action ;
- **priorisation de la réduction et la prévention de la pollution** dans les agendas politiques nationaux, régionaux et mondiaux;
- **contribution à ouvrir la voie vers une économie verte** dans la région.

L'Initiative Horizon 2020 est considérée comme un véritable succès par son groupe de pilotage, et les missions et le programme de travail arrêtés ont été remplis en très grande partie et à un degré extrêmement satisfaisant. Elle a su remarquablement tirer parti des institutions existantes, des initiatives et des résultats, comblant les lacunes en ajoutant de la valeur et en renforçant la coopération, les réseaux et les partenariats à l'échelle régionale. Tout au long de sa mise en œuvre, les acteurs, partenaires et intervenants ont réussi à conserver un agenda commun et précis d'objectifs partagés. L'Initiative H2020 a associé tous les pays de la Méditerranée et un spectre très large de parties prenantes régionales. En tant qu'initiative conjointe, elle a joué un rôle décisif dans l'optimisation des synergies dans la région et, en seconde phase, le périmètre élargi aux questions émergentes a permis d'en conserver toute la pertinence.

L'ensemble des parties prenantes méditerranéennes s'accordent à reconnaître que les accomplissements de l'Initiative H2020 ont contribué à promouvoir un profond sentiment d'appropriation, de collégialité et de solidarité, qui devrait être pérennisé au cours de la phase de suivi post-2020.

Un certain nombre de politiques, de dispositions juridiques, de directives et de lignes directrices – notamment en matière de suivi et de communication des performances – sont désormais en place pour soutenir de manière adéquate une stratégie de développement durable en Méditerranée. Toutefois, la mise en œuvre continue de constituer un véritable défi. Toute initiative post-2020 doit prendre la pleine mesure de ce défi, ainsi que la nécessité d'étoffer et/ou d'actualiser les politiques, les dispositions juridiques et d'assister les institutions dans leurs tâches. Il conviendra, dans tous les cas de figure ultérieurs, d'envisager de faire appel à un plus grand nombre de donateurs pour la mise en œuvre de tout futur programme de travail et de veiller à une évaluation plus précise des incidences des travaux réalisés.



Sur la base des enseignements retirés de l'Initiative H2020, l'UpM s'est attelée, depuis 2018, à la formulation d'un programme de suivi intitulé «Vers 2030: Agenda pour une Méditerranée plus verte – Contribuer à la réalisation des ODD environnementaux en Méditerranée» (programme 2030GreenerMed). Ce nouveau programme aura vocation à soutenir la transition nécessaire et chaque jour plus urgente vers une économie plus durable, verte et circulaire en Méditerranée. Il se veut être une initiative portée par l'ensemble des parties prenantes de la Méditerranée, et un outil destiné à renforcer l'intégration et la collaboration régionales. L'objectif central du programme 2030GreenerMed est de définir un cadre permettant de coordonner, d'intégrer et de promouvoir les efforts en Méditerranée. Il associera les pays membres de l'UpM et autres parties prenantes concernées, dans le cadre d'une démarche participative, pour:

1. soutenir la transition vers une économie verte, circulaire, source d'intégration sociale,
2. prévenir et réduire la pollution terrestre, atmosphérique et marine,
3. protéger, préserver, gérer et restaurer les ressources naturelles en Méditerranée selon une démarche écosystémique intégrée qui tienne pleinement compte des dimensions terrestres, marines et côtières.

Le programme 2030GreenerMed sera soumis à l'aval politique des parties à la deuxième réunion ministérielle de l'UpM sur l'environnement et le changement climatique, qui devrait se tenir en décembre 2020 en Égypte.





1

L'Initiative Horizon 2020

La mer méditerranée est la plus grande des mers semi-fermées d'Europe, entourée de 21 pays qui se partagent 46,000 km de côtes. La région compte environ 525 millions d'habitants¹, et les défis environnementaux qu'elle doit relever sont colossaux.

¹ La Méditerranée compte actuellement plus de 525 millions d'habitants, dont 70 % vivent dans des zones urbaines. Selon les estimations, ce nombre devrait augmenter et atteindre 655 millions d'ici à 2050, notamment dans les pays de l'est et du sud du bassin (PNUE/PAM-Plan Bleu, 2020).

En 2006, l'«Initiative Horizon 2020 pour la dépollution de Méditerranée» (Initiative H2020) a vu la Commission européenne inviter toutes les parties prenantes à s'engager à réunir leurs efforts afin de réduire sensiblement la pollution en Méditerranée d'ici à 2020, et ce en s'attaquant aux sources de pollution qui, selon les estimations, représentent environ 80 % de la pollution générale de la mer méditerranée: déchets municipaux solides, eaux urbaines résiduelles et pollution industrielle.

L'Initiative Horizon 2020 a été approuvée au cours de la Conférence ministérielle euro-méditerranéenne qui s'est tenue au Caire en novembre 2006. L'Union pour la Méditerranée (UpM) en a fait l'une de ses initiatives phares d'envergure régionale depuis son lancement en 2008, et les ministres de l'UpM ont réaffirmé leur engagement lors de la réunion ministérielle sur l'environnement et les changements climatiques à Athènes en 2014. C'est à cette occasion qu'elle a été rebaptisée «Initiative Horizon 2020 pour une Méditerranée plus propre», afin de souligner la volonté de la région de s'orienter vers une démarche mieux intégrée mise en œuvre dans un périmètre géographique élargi.

L'Initiative H2020 a su remarquablement tirer parti des institutions existantes, des initiatives et des résultats, comblant les lacunes en ajoutant de la valeur. S'appuyant sur des instruments de politique existants et en cours d'élaboration, l'initiative a permis de soutenir de manière concrète la mise en œuvre des engagements pris lors de la réunion ministérielle de l'Union pour la Méditerranée sur l'environnement et le changement climatique en 2014², dans le cadre du plan d'action pour la Méditerranée du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE/PAM)³, au titre de la Convention de Barcelone et de ses Protocoles, et des plans régionaux et plans d'action nationaux actualisés (PAN) mis au point eu égard à son Protocole relatif à la protection de la mer méditerranée contre la pollution provenant de sources et d'activités situées à terre («Protocole tellurique»), dans la Stratégie méditerranéenne pour le développement durable (SMDD 2016-2025), ainsi qu'en vertu d'instruments de politique de l'UE tels que la politique européenne de voisinage (PEV)⁴ et la Communication de la Commission au Conseil et au Parlement européen: Établir une Stratégie de l'Environnement pour la Méditerranée.

L'Initiative H2020 a été mise en œuvre en deux phases, la première phase de 2007 à 2014 et la seconde phase de 2014 à 2020. Initiative phare d'envergure régionale de l'UpM, H2020 a pris la forme d'une entreprise collective, qui a bénéficié de contributions d'un large éventail d'acteurs et de parties prenantes d'H2020: pays partenaires de l'UpM, organismes intergouvernementaux (OIG), institutions financières internationales, villes et régions, organisations non gouvernementales, milieu universitaire et secteur privé. Il y a lieu de souligner que, bien que toutes les actions des parties prenantes de l'initiative n'aient pas été me-

nées sous le label «H2020» proprement dit, elles n'en ont pas moins contribué dans une mesure significative aux objectifs communs de l'initiative.

C'est au groupe de pilotage d'Horizon 2020 qu'il incombe de mettre en œuvre le programme de travail de l'Initiative H2020. Présidé par la co-présidence de l'UpM (la Jordanie et l'UE représentée par la Commission européenne), il a été mis en place pour orienter, examiner, suivre et coordonner de manière efficace les activités prévues dans le programme de travail d'H2020 arrêté d'un accord commun. Ses membres, qui ont contribué sur un pied d'égalité à assurer cette mission, étaient les suivants: institutions européennes, points focaux des États membres de l'UE, points focaux des pays partenaires de la PEV en Méditerranée, autres parties prenantes telles que OIG, IFI, ONG, autorités locales, secteur privé, etc. Au cours du cycle de vie de l'initiative, le groupe de pilotage s'est réuni dix fois (Marrakech, 2007; Tunis, 2008; Dubrovnik, 2009; Amman, 2011; Barcelone, 2012; Bruxelles, 2013; Barcelone, 2014; Bruxelles, 2016; Mer morte, 2018, et Athènes, 2019).

Afin de lutter contre les principales sources de pollution de la mer méditerranée (déchets municipaux solides, eaux urbaines résiduelles et pollution industrielle), l'Initiative H2020 s'articulait en quatre composantes reliées entre elles, consacrées respectivement aux investissements pour la réduction et la prévention de la pollution, au renforcement des capacités, à l'examen et à la surveillance, et à la recherche. Trois sous-groupes ont été formés pour coordonner trois grands lots d'interventions: 1) investissements pour la réduction de la pollution (rebaptisés ultérieurement «investissements pour la prévention et la réduction de la pollution»); 2) renforcement des capacités vers la réalisation des objectifs de l'Initiative H2020; 3) examen, surveillance et recherche. À mi-parcours, la composante «recherche» est devenue une composante transversale. L'ensemble des parties prenantes à l'initiative H2020 ont été invitées à participer à la mise en œuvre des objectifs définis, tandis que l'UE a alloué des financements spécifiques à des grands projets régionaux pour soutenir la mise en œuvre du programme de travail de l'Initiative H2020 et de ses composantes.

Le présent rapport reprend les principaux résultats obtenus au cours de la seconde phase de l'«Initiative Horizon 2020 pour une Méditerranée plus propre» dans le cadre du programme de travail 2015-2020. Il est le produit d'un travail réalisé conjointement par l'ensemble des partenaires et repose sur les contributions que ces derniers ont apportées au cadre général de suivi de l'initiative et sur les rapports de projet et les livrables produits par diverses parties prenantes de l'Initiative H2020.

² https://ec.europa.eu/environment/enlarg/med/pdf/horizon2020/ufm_ministerial_declaration_fr.pdf

³ <https://www.unenvironment.org/unepmap/>

⁴ https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/neighbourhood/southern-neighbourhood_en <https://www.euneighbours.eu/fr/policy/la-politique-europeenne-de-voisinage-pev>

The background of the slide is a photograph of a beach. In the foreground, there is a close-up of sand heavily littered with small, colorful pieces of plastic debris, including fragments of white, blue, yellow, and black plastic. In the mid-ground, the sand is lighter and less cluttered. In the background, the ocean is visible with white-capped waves breaking onto the shore. A large, dark piece of driftwood lies on the sand to the left.

2

Contexte et historique

Lors du sommet organisé pour marquer le dixième anniversaire du processus de Barcelone, en 2005, les partenaires euro-méditerranéens se sont engagés à intensifier leurs efforts dans une mesure significative pour lutter contre la pollution de la Méditerranée d'ici à 2020, engagements qui allaient former l'«Initiative Horizon 2020 pour la dépollution de la mer méditerranée» (Initiative H2020).

L'Initiative Horizon 2020 a été approuvée au cours de la Conférence ministérielle euro-méditerranéenne qui s'est tenue au Caire en novembre 2006. Depuis son lancement en 2008, l'Union pour la Méditerranée (UpM) en a fait l'une de ses initiatives phares d'envergure régionale, à laquelle s'est rallié l'ensemble des

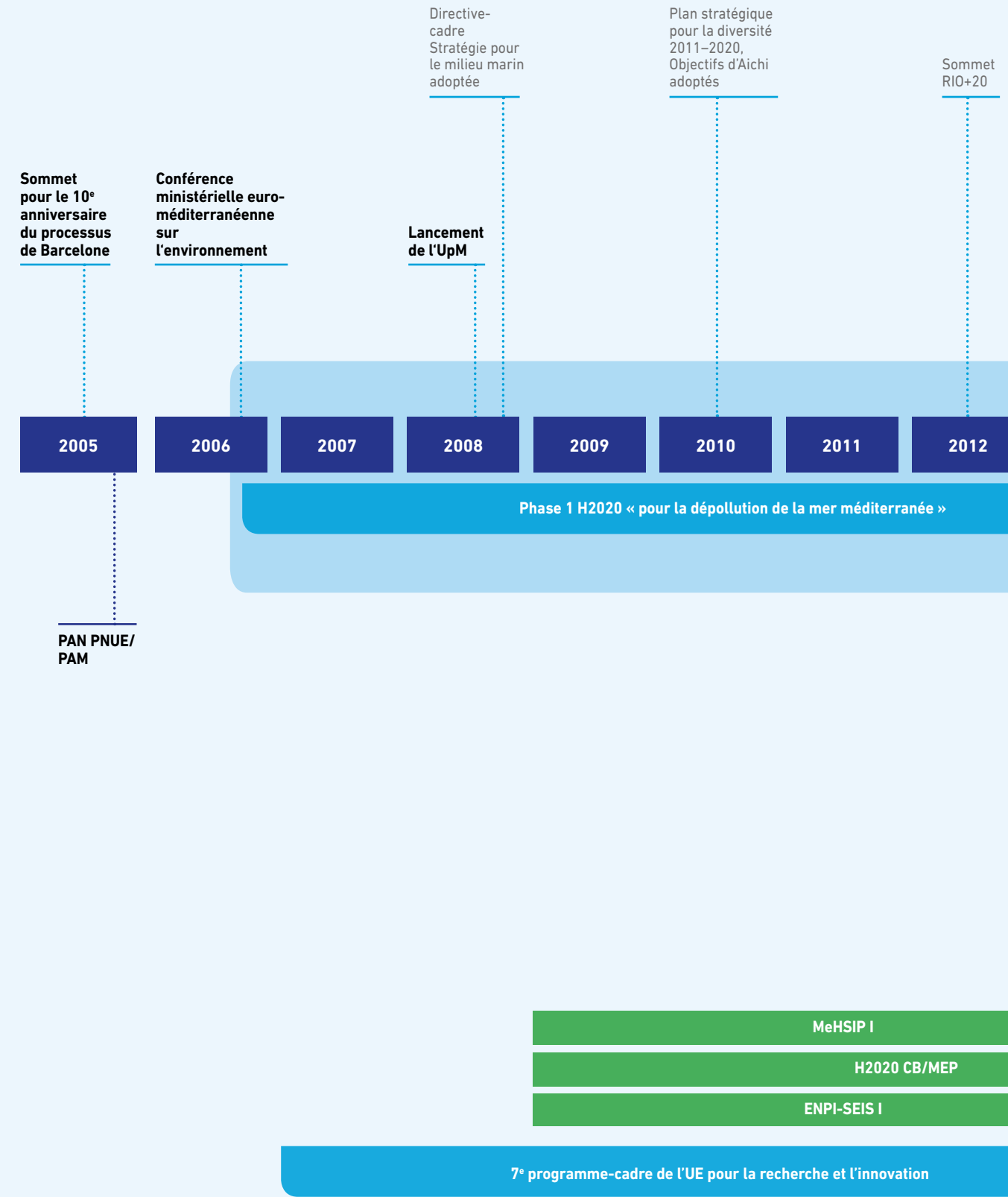
43 pays membres de l'UpM⁵. Par conséquent, le périmètre géographique d'Horizon 2020 a été étendu aux points focaux d'Albanie, de Bosnie-Herzégovine, de Croatie (qui n'était pas encore membre de l'Union européenne à cette époque) et du Monténégro.

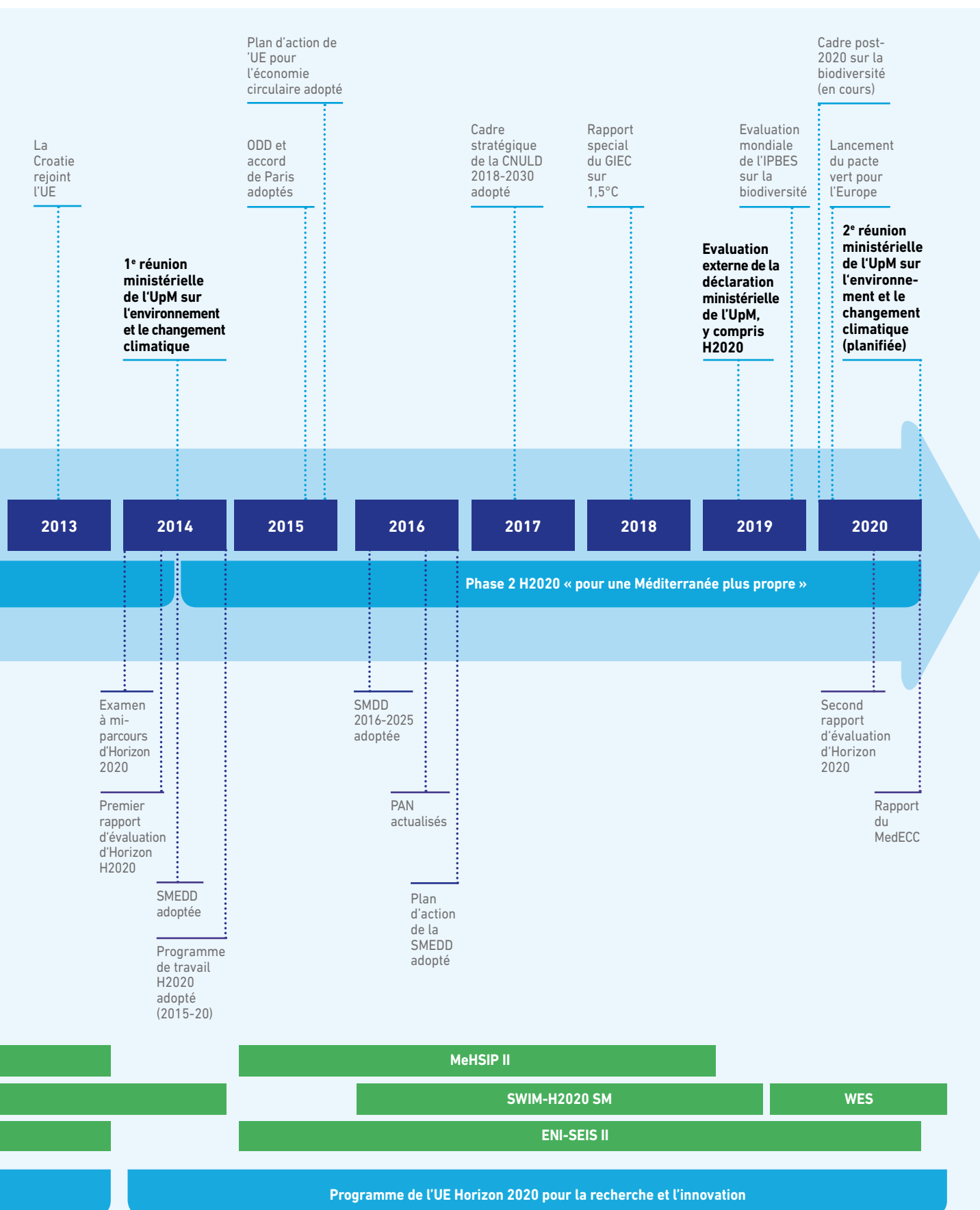
⁵ <https://ufmsecretariat.org/fr/qui-sommes-nous/>



© H2020 CB/MEP project

FIGURE 1: Chronologie de l'Initiative H2020 et autres processus régionaux et internationaux





2.1 Première phase de l'Initiative H2020: 2007-2014

Poser les fondations de la réduction de la pollution en Méditerranée"

Pour la première phase de l'Initiative H2020 (2007-2014), les ministres euro-méditerranéens ont adopté au Caire une feuille de route articulée autour des actions suivantes:

- recenser les projets susceptibles de réduire les sources de pollution les plus importantes;
- répertorier les mesures de renforcement des capacités destinées à aider les pays partenaires à renforcer leur administration nationale compétente en matière d'environnement vers l'élaboration, la mise en œuvre et le contrôle du respect des lois sur l'environnement;
- mobiliser le budget de l'UE consacré à la recherche pour développer et partager les connaissances relatives aux questions d'environnement propres à la Méditerranée;
- mettre au point des indicateurs pour suivre les progrès réalisés dans le cadre d'Horizon 2020.

Au cours de cette première phase, de nombreuses actions ont été menées, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle régionale. Certaines avaient un lien direct avec l'initiative H2020 et d'autres non. Certaines ont été mises en œuvre grâce au soutien de donateurs, tandis que nombre d'entre elles ont été réalisées grâce aux ressources propres des parties prenantes.

La mise en œuvre de l'Initiative H2020 a reposé sur les efforts des pays à l'échelle nationale, sur l'engagement des parties prenantes et la mise en appui d'un certain nombre de programmes et projets régionaux. Trois projets financés par l'Union européenne étaient spécifiquement destinés à soutenir les éléments arrêtés dans la feuille de route au cours de la période 2009-2014:

- le Programme d'investissement pour l'élimination des principales sources de pollution en Méditerranée – Fonds spécial du Mécanisme de financement de la préparation des projets (MeHSIP-PPIF) au titre de la composante Investissements pour la réduction de la pollution de l'Initiative H2020;
- le Programme H2020 Renforcement des capacités/ Programme méditerranéen pour l'environnement (IEVP H2020 CB/MEP) au titre de la composante Renforcement des capacités de l'Initiative H2020;
- le projet de système de partage d'informations sur l'environnement dans le voisinage européen (IEVP-SEIS) au titre de la composante Examen et surveillance de l'Initiative H2020.

Les projets ont été mis en œuvre en complémentarité sous la direction du groupe de pilotage d'Horizon 2020. Par exemple, dans le cadre du projet H2020 CB/MEP, outre les activités visant à renforcer les capacités pour résoudre les problèmes de pollution aux niveaux institutionnel et sociétal, une étude a été réalisée sur les investissements pour l'élimination des principales sources de pollution dans les Balkans de l'Ouest et en Turquie, en complément du programme MeHSIP. En outre, plusieurs projets de recherche financés par l'UE et d'intérêt particulier pour l'Initiative H2020 ont été mis en œuvre, tels que les projets MIRA⁶, SEA-ERA⁷ et PERSEUS⁸ financés au titre du septième programme-cadre de l'UE de recherche et développement technologique (PC7), qui ont donné lieu à des expériences et des résultats précieux pour l'Initiative H2020 aux niveaux régional et national.

2013 a été l'année de mi-parcours de l'Initiative Horizon 2020. Un certain nombre d'évaluations, d'études et de rapports ont été réalisés pour étayer l'examen général à mi-parcours auquel il a été procédé en 2013 et 2014, afin de présenter les accomplissements, d'exposer les défis restant à relever et de formuler des recommandations pour la phase suivante à l'intention des décideurs politiques et autres parties prenantes de l'Initiative H2020⁹.

6 Mediterranean Innovation and Research coordination Action – Action de coordination pour l'innovation et la recherche en Méditerranée (<http://www.miraproject.eu/>)

7 Towards integrated European marine research strategy and programmes – Vers une stratégie et des programmes intégrés dans le domaine de la recherche marine (<http://www.seas-era.eu/np4/2/>)

8 Protection of European BoRders and Seas through the Intelligent Use of surveillance – Protéger les mers et les frontières européennes grâce à l'utilisation intelligente de la surveillance (<http://www.perseus-fp7.eu/>)

9 Rapport de synthèse et recommandations issues de l'évaluation à mi-parcours de l'Initiative Horizon 2020 pour dépolluer la Méditerranée (<https://www.h2020.net/resources/h2020-mid-term-review-documents/send/232-h2020-mid-term-review-documents/3202-synthesis-report-and-recommendations-of-the-mid-term-evaluation-of-h2020>)

L'examen à mi-parcours a estimé que l'Initiative H2020 était un succès, considérant qu'il avait abouti à des évolutions concrètes pour chacune de ses composantes. Les principaux accomplissements de la première phase étaient les suivants:

- les capacités ont été renforcées pour l'élaboration de mesures et instruments politiques et législatifs dans les 13 pays partenaires ainsi que dans les pays euro-méditerranéens. Un renforcement institutionnel continu a été assuré au moyen de 130 activités de renforcement des capacités, 2,730 personnes ont été formées grâce à l'intervention de 360 formateurs, experts et enseignants dans des formations régionales, sous-régionales et nationales;
- l'Initiative H2020 a considérablement aidé les pays à respecter leurs engagements régionaux au titre de la Convention de Barcelone vers la réduction de la pollution d'origine tellurique;
- le répertoire des sources principales de pollution du PNUE/PAM a constitué un axe stratégique pour les investissements et la mobilisation des parties prenantes: selon le rapport de l'UpM «Point sur les projets d'investissement prioritaires pour la protection de la mer méditerranée contre la pollution»¹⁰, des accomplissements significatifs ont été réalisés depuis 2006, près de la moitié des 127 sources principales de pollution recensées en 2003 étant considérées comme «éliminées» grâce à ces projets d'investissement (opérationnels ou en cours d'élaboration);
- la première évaluation «Rapport sur l'Initiative H2020 en Méditerranée»¹¹, publiée conjointement par l'AEE et le PNUE/PAM, a préparé le terrain pour mesurer les progrès à l'avenir;
- les fondations pour les interventions d'éducation et de sensibilisation ont été posées au travers de l'élaboration – et de l'approbation lors de la réunion ministérielle sur l'environnement et les changements climatiques de l'UpM, en 2014 – de la Stratégie méditerranéenne sur l'éducation pour le développement durable (SMEDD) par un processus extrêmement participatif associant de nombreuses parties prenantes de la région.

L'examen à mi-parcours a également constaté que, dans la première phase de l'Initiative H2020, «il s'était agi de poser des bases, de créer de la visibilité, de déterminer les besoins et de dresser l'état des lieux sur le terrain» et que, à la fin de cette première phase, se dessinait «une prise de conscience commune partagée des défis à relever, un portage politique au niveau ministériel (UpM) et une communauté de parties prenantes qualifiées ayant créé des liens solides entre elles. Ce résultat ne doit pas être sous-estimé dans une région très diverse sur les plans géographique et culturel, dans une période caractérisée par les changements».

10 UpM (2013). Point sur les projets d'investissement prioritaires pour la protection de la mer méditerranée contre la pollution. Voir (en anglais): http://ec.europa.eu/environment/enlarg/med/pdf/horizon2020/ufm-priority-investment-portfolio-status_en.pdf

11 <https://www.eea.europa.eu/publications/horizon-2020-mediterranean-report>

La situation avant 2014/2015 - principales conclusions du premier rapport d'évaluation du suivi et de la production de rapports du programme H2020: «Rapport sur l'Initiative Horizon 2020 en Méditerranée – Vers des systèmes de partage d'informations sur l'environnement» (AEE et PNUE/PAM, 2014)

- l'assainissement s'est amélioré de manière constante dans la région tout au long de la décennie écoulée. Entre 2003 et 2011, le taux de population ayant accès à un réseau d'assainissement est passé de 87,5 à 92 %. Toutefois, 17,6 millions de personnes dans la région, qui, pour un tiers, vivent en zone urbaine, ne disposent toujours pas d'assainissement;
- la région présente un potentiel formidable de réutilisation des eaux usées. À l'heure actuelle, seul 1 % environ des eaux usées est réutilisé: il est donc possible d'améliorer l'utilisation de cette ressource plutôt que de la déverser dans la mer;
- les progrès en matière de gestion des eaux usées urbaines sont difficiles à évaluer, car les données disponibles ne rendent pas compte de manière fiable des tendances à l'échelle régionale;
- bien que les déchets solides produits dans la région ne représentent encore que la moitié environ de ceux produits par habitant dans l'UE, la production de déchets dans le Sud de la Méditerranée a augmenté d'environ 15 % au cours de la décennie écoulée, en grande partie en raison de la croissance démographique et d'une consommation accrue;
- la gestion des déchets demande à être améliorée dans une mesure significative. Environ trois quarts des déchets sont collectés, mais la plus grande partie continue à être rejetée dans des décharges à ciel ouvert, ce qui peut avoir des conséquences pour la santé, d'une part, et d'autre part ces déchets finissent pour certains dans la mer, avec des conséquences désastreuses pour l'environnement. Moins de 10 % des déchets collectés dans la région sont recyclés;
- les émissions industrielles ont de lourdes répercussions sur la Méditerranée. Bien que la contamination des eaux marines par les métaux lourds ait diminué ces dernières années, les émissions et déchets provenant des villes, de l'industrie et des stations touristiques continuent de polluer les eaux marines et les plages.

Néanmoins, dans le même temps, et ce en dépit des mesures prises par les pays et les parties prenantes de l'Initiative H2020, la Méditerranée a continué de faire face à des pressions environnementales considérables d'origine anthropique. La dégradation de l'environnement marin et côtier, des ressources naturelles et des écosystèmes s'est aggravée, tout comme les niveaux de pollution, notamment dus aux substances dangereuses. Par conséquent, les auteurs du rapport ont conclu que «des efforts considérables sont encore nécessaires pour atténuer les effets des changements climatiques, pour améliorer la gestion de ressources naturelles rares, pour soutenir la dynamique régionale et pour véritablement promouvoir des modes de consommation et de production plus propres.» Ces éléments devaient être traités dans une seconde phase de l'Initiative H2020.

2.2. Seconde phase de l'Initiative H2020: 2014-2020

Aller au-delà de la réduction de la pollution

L'examen à mi-parcours a abouti à la réunion ministérielle sur l'environnement et les changements climatiques de l'UpM qui s'est tenue le 13 mai 2014 à Athènes, au cours de laquelle les ministres ont réaffirmé leur engagement pour l'«Initiative Horizon 2020 pour une Méditerranée plus propre» et ont chargé le groupe de pilotage d'Horizon 2020 de mettre au point et d'adopter un programme de travail pour la seconde phase. Le groupe de pilotage a donc préparé le programme de travail de l'Initiative H2020 pour la période 2015-2020 en gardant à l'esprit les éléments clés suivants:

- élargir le périmètre de l'Initiative H2020: renforcer les actions et mesures de prévention de la pollution par la promotion de la consommation et de la production durables ainsi que prêter une attention particulière aux problèmes émergents, notamment aux déchets dangereux et à la pollution marine;
- optimiser les synergies et la collaboration avec les décisions des parties à la Convention de Barcelone par le biais d'un protocole d'accord spécifique;
- s'engager à mettre en œuvre et à contrôler le respect des dispositions juridiques;
- s'engager à appliquer les principes de SEIS, conformément à l'approche écosystémique;
- s'engager à lancer des réformes à l'échelle nationale pour créer un environnement propice aux investissements;
- s'engager à poursuivre la mise en œuvre des projets, et notamment à adopter une nouvelle méthodologie pour recenser les sources principales de pollution dans le cadre de la Convention de Barcelone/de la révision des plans d'action nationaux (PAN) et pour la hiérarchisation des projets;
- adopter la Stratégie méditerranéenne sur l'éducation pour le développement durable et s'engager à la mettre en œuvre.

Suivant les recommandations de la réunion ministérielle sur l'environnement et les changements climatiques de l'UpM de 2014, la seconde phase du programme de travail de l'Initiative H2020 a vu progressivement s'élargir ses cadres d'action et périmètre, auxquels ont été intégrés des actions destinées à soutenir la transition vers une économie verte. La déclaration ministérielle de 2014 invitait plus particulièrement à adopter des modèles de consommation et de production durables en tant que démarche essentielle pour réduire la pollution et les déchets, pour accroître les ressources et l'efficacité énergétique et, dès lors, prévenir plus efficacement les effets des changements climatiques, ainsi que pour permettre, réellement, de préserver les ressources naturelles, de créer des emplois, d'améliorer la qualité de la vie pour tous et de garantir un avenir durable. Par conséquent, par cette déclaration, les ministres appelaient de leurs vœux les

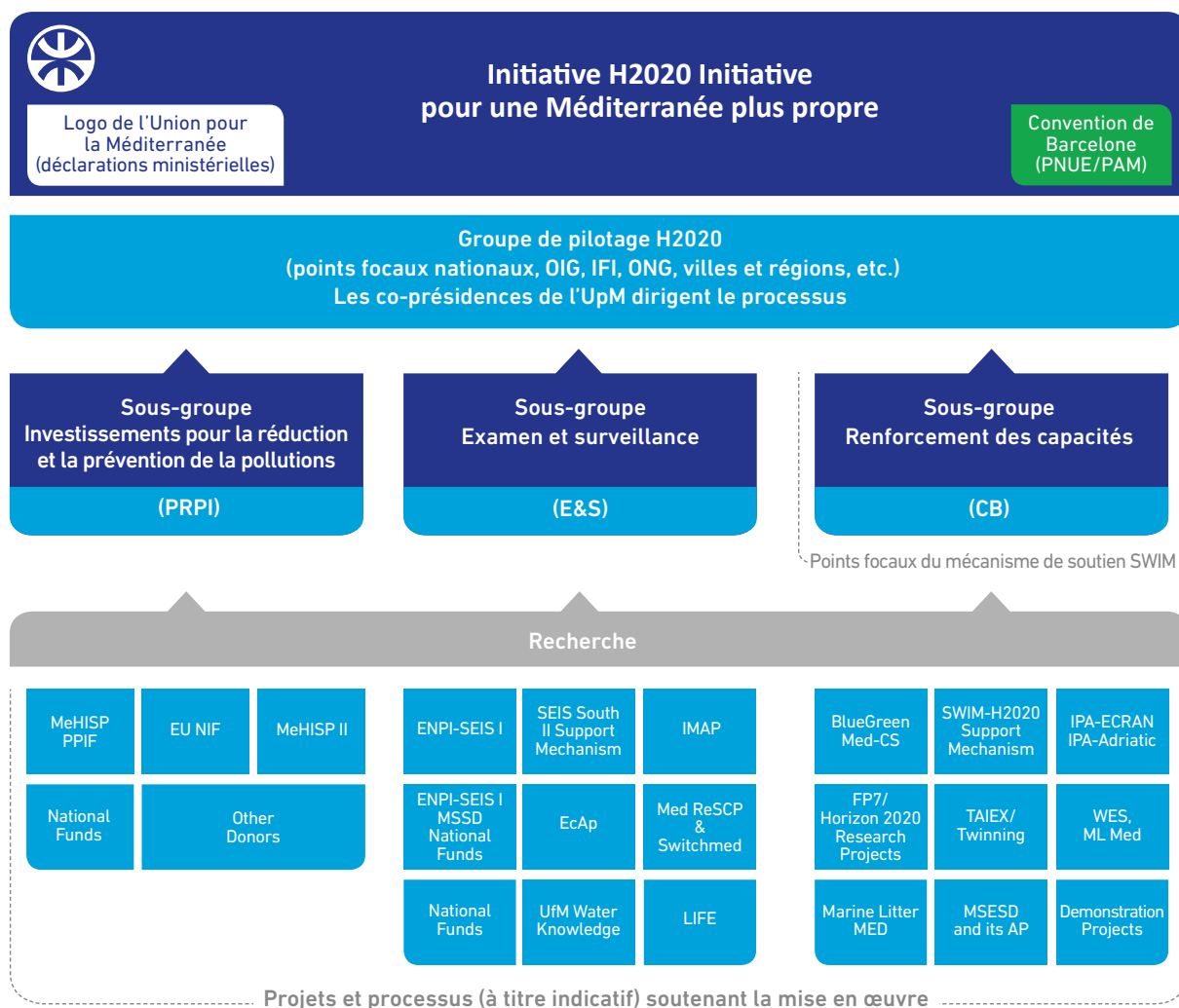
réformes politiques nécessaires vers la prise de mesures incitatives aptes à accélérer le passage à des modèles de consommation et de production durables, tout en prêtant attention au développement économique inégal et aux disparités sociales entre les pays de la Méditerranée. Ils exprimaient leur soutien à une économie verte, à faible intensité de carbone, et aux innovations et transferts de technologie nécessaires dans le domaine des produits et services durables, à de nouveaux modèles d'entreprise durables ainsi qu'à des nouveaux outils tels que l'écoconception.

En appelant à renforcer l'aspect préventif de la lutte contre la pollution, les ministres reconnaissaient le rôle crucial que joueraient les modèles de consommation et de production durables dans la transition vers une économie verte, contribuant à enrayer la détérioration de la mer méditerranée et à pérenniser les avancées (en ce inclus les investissements en matière de réduction de la pollution). Les ministres appelant à une optimisation des synergies dans ce domaine, il s'agissait de prendre de la hauteur et de mettre en œuvre une gamme d'activités plus large au titre de chaque composante. Ainsi, le programme de travail de l'Initiative H2020 pour la période 2015-2020 s'est attaché à mettre chaque pays partenaire en capacité de renforcer son cadre politique et réglementaire, en améliorant le champ d'application et les moyens de mise en œuvre, y compris en ratifiant les Protocoles de la Convention de Barcelone. L'UpM, le PNUE/PAM, le FEM et autres parties prenantes dans la région ont travaillé à faire coïncider leurs programmes et activités respectifs et à les enrichir, pour garantir une mise en œuvre optimale du programme de travail tout au long de la période.

À l'appui de la mise en œuvre du programme de travail de l'Initiative H2020 pour la période 2015-2020, l'UE a financé les projets suivants:

- un second Programme d'Investissement pour l'élimination des principales sources de pollution en Méditerranée (MeHSIP II) au titre de la composante Investissements pour la réduction et la prévention de la pollution de l'Initiative H2020;
- le Mécanisme de soutien du Programme sur la gestion intégrée durable de l'eau (SWIM) et de l'initiative Horizon 2020 (SWIM-H2020 SM) et, tout de suite après, en 2019, le projet WES (Water and Environment Support in the ENI Southern Neighbourhood region – appui dans les domaines de l'eau et de l'environnement dans le voisinage Sud de l'instrument européen de voisinage) au titre de la composante Renforcement des capacités de l'Initiative H2020;
- le mécanisme de soutien à un système de partage d'informations sur l'environnement dans le voisinage Sud de la politique européenne de voisinage (IEVP SEIS Sud II) au titre de la composante Examen et surveillance de l'Initiative H2020.

FIGURE 2: Composantes et structure de l'Initiative H2020 (seconde phase)



Outre les efforts déployés par les pays, les programmes mis en œuvre par d'autres parties prenantes de l'Initiative H2020 et les projets financés par l'UE, d'autres programmes et initiatives ont contribué au programme de travail de l'Initiative H2020 pour la période 2015-2020, tels que le partenariat stratégique PNUE/PAM FEM pour le grand écosystème marin de la Méditerranée (MedPartnership)¹², le programme de coopération transfrontalière de l'instrument d'aide de préadhésion (IAP) pour l'Adriatique (IAP-Adriatic)¹³, etc.

Par ailleurs, différents projets de recherche et d'innovation de l'UE ont contribué à la mise en œuvre du programme de travail de l'Initiative H2020, financés au titre du 7^e programme-cadre de recherche et de développement technologique (PC7)¹⁴ et du programme-cadre de l'UE pour la recherche et l'innovation dans le cadre de l'Initiative Horizon 2020¹⁵. Dans

le cadre de la composante Renforcement des capacités de l'Initiative H2020, les réalisations et résultats de 400 projets européens relevant de l'éco-innovation, de l'instrument LIFE¹⁶, du programme IEV CTF MED¹⁷, du programme INTERREG MED¹⁸ et du programme IAP-Adriatic ont été examinés de très près afin de déterminer de quelle manière ils pourraient contribuer aux politiques et pratiques en matière de prévention et de réduction de la pollution marine en Méditerranée. Des recommandations visant à renforcer l'interface entre politiques et sciences/applications pratiques ont été formulées, et il a été déterminé que 32 de ces projets, dont on dit qu'ils sont à la croisée des sciences et des politiques (en version abrégée, les «projets science-politique»), présentaient un grand intérêt pour les thèmes politiques du programme de travail de l'Initiative H2020.¹⁹

¹² <http://www.themedpartnership.org>

¹³ https://ec.europa.eu/regional_policy/fr/funding/ipa/cross-border/

¹⁴ https://ec.europa.eu/research/fp7/index_en.cfm

¹⁵ <https://ec.europa.eu/programmes/horizon2020/en>

¹⁶ <https://ec.europa.eu/easme/en/life>

¹⁷ <http://www.enicbcmmed.eu>

¹⁸ <https://www.interreg-med.eu>

¹⁹ <https://www.swim-h2020.eu/strengthening-the-research-to-policy-practice-interface/>



3

Accomplissements de la seconde phase de l'Initiative H2020

3.1 Accomplissements généraux du programme de travail de l'Initiative H2020 pour la période 2015-2020

Les objectifs généraux du programme de travail de l'Initiative H2020 pour la période 2015-2020 étaient les suivants:

1. recenser, financer et mettre en œuvre **les projets d'investissement prioritaires de l'Initiative H2020**;
2. renforcer le champ d'application et les moyens de mise en œuvre et de contrôle des **politiques environnementales et dispositions juridiques**, afin d'améliorer l'intégration des questions d'environnement dans les autres politiques nationales et d'améliorer la **gouvernance environnementale**, en vue de réduire et de prévenir la pollution marine et de parvenir à un bon état écologique en mer méditerranée;
3. veiller à la disponibilité, à la qualité, à l'accessibilité et à la viabilité des **données et informations de suivi** nécessaires pour tenir à jour la base de connaissances mobilisée pour l'**évaluation périodique de l'Initiative H2020**;
4. accroître la **base de connaissances** et développer la diffusion et le transfert des **technologies innovantes** en matière de prévention et de réduction de la pollution en mer méditerranée.



Tout au long de la mise en œuvre du programme de travail, il a été veillé à l'existence/l'émergence de liens et de synergies forts entre les différentes composantes de l'initiative H2020 ainsi qu'avec d'autres processus et projets, et à leur coordination. Des actions spécifiques ont été menées dans le but de garantir la complémentarité et la cohérence, telles que la création d'un mécanisme de coordination (le «core group» de l'initiative), une meilleure intégration des réseaux des points focaux et de leurs réunions, et l'organisation d'une réunion de clôture de l'initiative à Athènes, en septembre 2019, à laquelle ont été conviés de nombreux points focaux des pays partenaires (dans les domaines de l'environnement, de l'examen et du suivi, de l'eau, etc.), des parties prenantes et des projets.

Les accomplissements clés de la seconde phase de l'Initiative H2020 sont les suivants:

- **plus d'investissements** dans la réduction et la prévention de la pollution, grâce à la mise en œuvre de 24 projets. Les projets préparés et approuvés dans 6 pays de la Méditerranée – Égypte, Jordanie, Liban, Palestine, Maroc et Tunisie – représentaient un investissement total de plus de 1,4 milliard d'euros, cofinancé par la BEL;
- **renforcement des capacités** pour réduire et prévenir la pollution: environ 2,000 personnes ont pris part à plus de 100 ateliers de formation et autres activités de développement des capacités mis en œuvre en complémentarité par différents acteurs et équipes de projets de l'initiative;
- **renforcement des cadres politiques et juridiques** dans l'ensemble de la région, grâce à la prestation, à l'échelle nationale, d'interventions de renforcement des capacités et d'assistance technique aux différentes parties prenantes des pays du voisinage Sud de l'IEV et d'un nombre encore plus important de pays à l'échelle régionale. Mise en place des PAN révisés – en tant qu'outil de politique ayant vocation à lutter contre la pollution terrestre conformément aux dispositions du Protocole tellurique – dans tous les pays, et des plans d'action nationaux ou documents de politiques semblables concernant la consommation et la production durables (CPD) dans la plupart des pays de la région;
- **amélioration de l'information et des connaissances** relatives à la pollution en Méditerranée, tout particulièrement au moyen d'une seconde évaluation basée sur des indicateurs réalisée à partir d'une évaluation-cadre prévoyant 11 macro-indicateurs, et amélioration de l'infrastructure et des outils de données à l'échelle régionale en vue de soutenir les processus de gestion des données à l'échelle nationale et la régularité des flux de données à l'échelle régionale;
- **renforcement de l'éducation et de la sensibilisation** en matière de développement durable par le biais de la Stratégie méditerranéenne sur l'éducation pour le développement durable (SMEDD) et son plan d'action;
- **priorisation de la réduction et la prévention de la pollution** dans les agendas politiques nationaux, régionaux et mondiaux.

La situation en 2020 – principales conclusions du second rapport d'évaluation du suivi et de la production de rapports du programme H2020 (rapport de synthèse):

«Vers une Méditerranée plus propre: une décennie de progrès.

Suivi de l'Initiative régionale Horizon 2020» (AEE et PNUE/PAM, 2020) (*adaptation*)

- des efforts considérables ont été déployés au cours des 15 années écoulées vers une Méditerranée plus propre. Il est indéniable que des progrès manifestes ont été réalisés, tout particulièrement s'agissant du renforcement de la coordination régionale, des capacités institutionnelles, des instruments juridiques, des actions directes (p.ex. les investissements), de l'infrastructure et des outils de données à l'échelle régionale et des engagements internationaux;
- les progrès principaux ont été surtout observés dans le domaine de la prévention de la pollution à la source. Cependant, les données et les connaissances à disposition ne permettent pas d'apporter une réponse fondée sur des données et des éléments précis à la question politique «Peut-on quantifier les progrès réalisés vers une Méditerranée plus propre?»;
- dans la plupart des cas, les interventions assurées prévoient des actions efficaces permettant de garder la maîtrise des pressions croissantes exercées sur l'environnement par les sources et les causes, mais pas d'enrayer la situation à proprement parler. Il s'avère nécessaire de poursuivre les efforts vers la réduction des pressions exercées par les déchets et la pollution marine, les eaux usées et les émissions industrielles afin de parvenir à une Méditerranée plus propre et à un bon état écologique en mer méditerranée;
- en particulier dans les pays du Sud, une tendance continue à la hausse a été enregistrée s'agissant de la production de déchets par habitant, et dont on s'attend à ce qu'elle se confirme dans les années à venir (+ 29 % d'ici à 2030); l'élimination des déchets demeure prépondérante, tandis que le recyclage progresse très lentement en raison de coûts relativement élevés comparés à ceux d'une simple mise en décharge à ciel ouvert;
- malgré la nécessité d'accroître nos connaissances systémiques vers une élaboration des politiques et une mobilisation des investissements plus judicieuses et plus avisées, la prise de mesures systémiques destinées à traiter les problèmes de pollution ne devrait plus être reportée. À cet égard, l'accès à un assainissement géré de manière sûre a augmenté dans le Sud de la région, de 6 % depuis 2003: ces dernières années, plus de 5,7 millions de personnes vivant en zone urbaine et pas moins de 10,6 millions de personnes vivant en zone rurale n'avaient pas accès à des systèmes d'assainissement aux normes;
- la gestion intégrée de la pollution peut encore être améliorée, par une démarche «de la source à la mer» croisant différents domaines et secteurs et incorporant les priorités politiques. Par exemple, malgré une demande en eau en hausse et des ressources hydriques limitées, rares sont les pays qui se sont engagés dans une véritable politique de réutilisation de l'eau;
- la nature des facteurs de changement n'a pas ou peu évolué au cours des 30 à 40 années: c'est leur persistance dans la durée, leur intensité, leur accélération et leurs effets cumulés qui induisent actuellement le changement en Méditerranée;
- le paysage politique dans le bassin méditerranéen est particulièrement complexe et hétérogène. La nature actuelle des politiques sectorielles ne permet pas de relever des défis environnementaux complexes, entremêlés les uns aux autres, et les instruments juridiques existants ne suffisent pas à répondre aux pressions environnementales actuelles de manière holistique;
- les économies méditerranéennes demeurent relativement linéaires du point de vue des ressources, mais des efforts manifestes sont déployés pour garantir la transition vers des modèles économiques prophylactiques et circulaires qui tiennent compte des différentes problématiques (p.ex. réutilisation des eaux usées; politiques «des 3 R» (réduire, réutiliser, recycler) dans le domaine des déchets, qui ont une incidence directe sur la prévention de la pollution marine);
- l'application et le respect des politiques et des lois demeurent un véritable problème, alors que l'application et le respect des mesures et dispositions adoptées n'ont jamais été plus urgents. L'engagement politique doit se traduire en mesures opérationnelles, par l'actualisation des dispositions juridiques nationales en matière d'environnement, conformément aux décisions et politiques régionales, et par la création d'un mécanisme permettant de garantir l'application et le respect des mesures et dispositions en vigueur;
- bien que l'infrastructure de données régionales se soit améliorée de manière sensible, la disponibilité et la qualité des données se sont très peu améliorées. Les investissements massifs ont été alloués à l'amélioration de la couverture des données et des informations, mais la dimension qualitative reste à la traîne. Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour mettre au point et entretenir des structures de données politiques et de gouvernance, pour veiller à ce que ces données soient adaptées à l'usage prévu et puissent répondre à de nouveaux défis (Big Data, économie numérique) et à de nouvelles problématiques (p.ex. les zones de contrôle des émissions de soufre – SECA);
- en dépit de l'évolution en matière de politiques publiques, la réalisation des objectifs arrêtés dans les stratégies nationales exigera non seulement de renforcer la base de connaissances, mais également de monter en puissance sur les financements et le développement des capacités, sur la participation des entreprises et la sensibilisation des citoyens, et une meilleure coordination entre tous les acteurs de l'échelle nationale.

Les objectifs spécifiques et accomplissements sont présentés plus en détail par composante dans les sections suivantes.

3.2 Investissements pour la réduction et la prévention de la pollution (IRPP)

3.2.1 Le programme de travail pour la période 2015-2020

La composante Investissements pour la réduction et la prévention de la pollution (IRPP) de l'Initiative H2020 a été mise en œuvre entre 2015 et 2020 avec pour objectif général de «recenser, financer et mettre en œuvre les projets d'investissement prioritaires de l'Initiative H2020».

Les objectifs spécifiques liés du programme de travail avaient été définis comme suit:

1. actualiser l'information clé sur les projets et hiérarchiser et planifier les investissements nécessaires à la réalisation de l'objectif général;
2. préparer les projets d'investissement prioritaires nécessaires et, ce faisant, renforcer la capacité du secteur privé et des institutions du secteur public à préparer des projets;
4. obtenir des financements et mettre en œuvre ces projets.

Le sous-groupe IRPP de l'Initiative H2020, dirigé par le Secrétariat de l'UpM et la Banque européenne d'investissement (BEI), a veillé à la complémentarité entre les travaux réalisés au titre de cette composante et les actions menées dans le cadre des autres composantes de l'Initiative H2020, d'autres programmes et par d'autres acteurs, ainsi qu'à l'articulation entre ces travaux et actions. Plus particulièrement, il a travaillé en étroite collaboration avec des institutions financières internationales (IFI) telles que l'AFD, KfW et la BERD, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement, comme en témoignent le nombre de projets ayant fait l'objet d'un cofinancement, la participation aux groupes de coordination des IFI et le partage d'informations et les rapports concernant la préparation des projets.

Le sous-groupe s'est attaché à animer le recensement, la préparation et le financement des projets d'investissement, à mobiliser des facilités telles que le Programme d'Investissement pour l'élimination des principales sources de pollution en Méditerranée (MeHSIP II) dans les pays du sud de la Méditerranée, les fonds de l'Instrument d'aide de préadhésion (IAP) dans les pays des Balkans et les fonds régionaux et de cohésion dans les pays euro-méditerranéens.



L'Initiative H2020, par l'intermédiaire du programme MeHSIP II, a offert des appui et conseil techniques directs pour la préparation de projets d'investissement dans les secteurs de l'eau et de l'environnement des pays du sud de la Méditerranée, ce qui a permis d'atteindre les objectifs du programme de travail de l'Initiative H2020 liés à la réduction et à la prévention de la pollution; ainsi²⁰:

- 24 projets d'investissement dans 6 pays du Sud de la Méditerranée ont été mis au point, et un certain nombre présenté au conseil d'administration de la BEI pour validation;
- l'investissement total s'élevait à de plus de 1,4 milliard d'euros, cofinancé par la BEI²¹. Pris ensemble, les projets financés dans le cadre de l'Initiative H2020 représentent un volume d'investissement potentiel de 2,8 milliards d'euros;
- 4,5 millions d'euros ont été mobilisés pour l'assistance technique (TA), permettant d'assurer un appui technique direct à un certain nombre de projets: 3,7 millions d'euros sur l'enveloppe de l'Action en faveur du climat au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (CAMENA), 0,7 million d'euros accordé au titre du fond de l'Initiative de l'UE à l'appui de la préparation de projets en partenariat public-privé dans les pays du sud et de l'est de la Méditerranée (MED 5P) et 0,1 million d'euros par le Fonds pour l'environnement mondial;
- les projets d'investissement ont été préparés sur la base d'une sélection fondée sur les priorités de la région, y compris certaines priorités émergentes ressortant des plans d'action nationaux (PAN), au moyen de critères de hiérarchisation affinés dans le temps;
- le sous-groupe Investissements pour la réduction et la prévention de la pollution s'est réuni régulièrement avec les IFI pour veiller à la coordination et la mise en coïncidence des besoins en investissements de la région. took place for streamlining support to regional investment needs.

20 Données de la BEI: «Rapport final MeHSIP-II pour la période du 1^{er} juin 2015 au 30 septembre 2018» et «Seconde phase du Programme d'Investissement pour l'élimination des principales sources de pollution en Méditerranée (MeHSIP II) – État d'avancement des projets (mai 2020)».

21 N.B.: le financement de la BEI ne représente qu'une partie.

Programme d'Investissement pour l'élimination des principales sources de pollution en Méditerranée (MeHSIP) II – Programme consultatif du voisinage de la politique européenne de voisinage relatif à la gestion de l'eau, des eaux usées et des déchets solides

Période de mise en œuvre: 06/2015-09/2018

Budget: 6 000 000 EUR

Source de financement: subventions accordées par la Commission européenne à la Facilité euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP)

Agence d'exécution: Banque européenne d'investissement (BEI)

L'objectif général du programme MeHSIP-II était de promouvoir une gestion adéquate des ressources en eau, un approvisionnement en eau et une gestion des eaux usées et des déchets solides rationnels, et de réduire la pollution en Méditerranée. Le projet concernait les pays éligibles au titre du fonds fiduciaire de la FEMIP, à savoir l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Palestine et la Tunisie.

Les objectifs spécifiques étaient les suivants:

1. accroître le nombre de projets viables dans les secteurs prioritaires, susceptibles d'être rapidement financés par des donateurs et mis en œuvre par des organisations, en veillant à ce que l'exploitation en soit efficace et viable à long terme;
2. renforcer la capacité du secteur privé et des institutions du secteur public à préparer des projets.

Le programme MeHSIP-II a réalisé ces objectifs en assurant une assistance technique à la préparation de projets d'investissement dans les secteurs évoqués précédemment, et ce en deux étapes: une première étape a consisté à mettre au point plusieurs projets dans chacun des secteurs cibles, et la seconde étape a été consacrée à la préparation des projets proprement dits, de leur sélection critique aux premières phases de mise en œuvre.

Le renforcement des capacités des organisations chargées de la mise en œuvre a été abordé dans une perspective large, de «méta-capacités», plutôt que dans une perspective technique stricte. Autrement dit, la valeur ajoutée a été apportée par la formation technique des personnels de ces organisations à réaliser des études de faisabilité et également à mieux appréhender le cycle des projets financés par les IFI et les étapes nécessaires à la formulation de projets bancaables. Autre élément clé de ce renforcement des capacités: la mise à disposition de termes de référence normalisés pour les études de faisabilité, qui peuvent être adaptés aux nouveaux projets et permettent aux organisations de tenir compte des éléments techniques auxquels s'attendent les investisseurs dans une étude de faisabilité.

La réserve de projets de l'Initiative H2020 consacrés à la dépollution sont inscrits dans les plans d'action nationaux pour la dépollution de la Méditerranée, au titre du Protocole relatif à la protection de la mer méditerranée contre la pollution provenant de sources et d'activités situées à terre («Protocole tellurique») de la Convention de Barcelone. La seconde réserve de projets relevait du périmètre géographie et thématique élargi du programme MeHSIP-II, et comprenait des projets visant à mettre en œuvre des activités à forte valeur ajoutée vers l'optimisation de l'efficacité des ressources hydriques et naturelles, l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets et la croissance durable et la création d'emplois. Ces projets pouvaient être mis en œuvre dans toutes les régions des pays relevant du programme MeHSIP-II, et ne concernaient pas nécessairement le littoral méditerranéen.

FIGURE 3: Périmètre élargi du programme MeHSIP II (source: BEI)

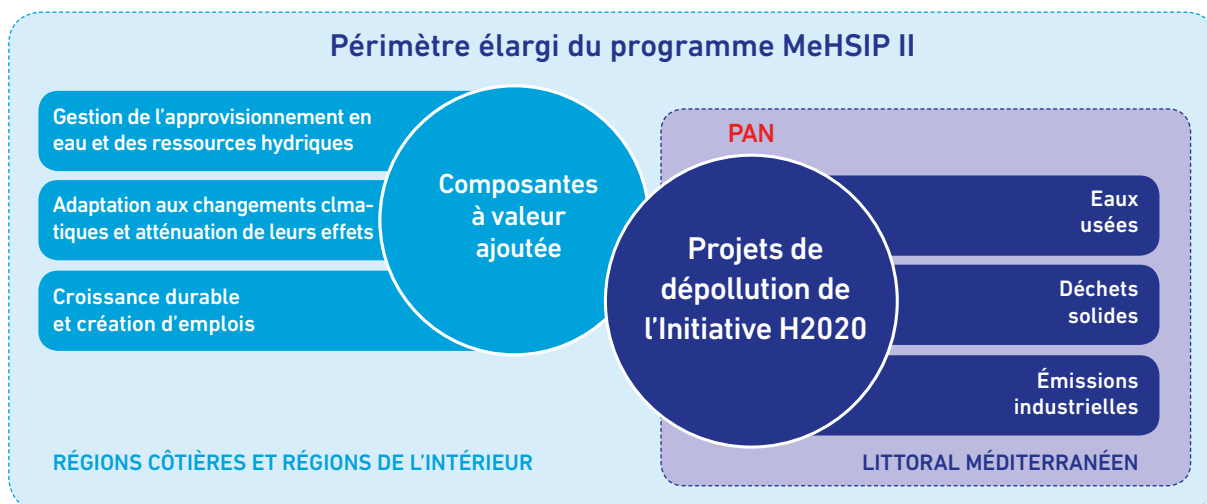


TABLEAU 1: État d'avancement des projets d'investissements relevant du programme MeHSIP (source: BEI)

EUX: eaux usées | ÉIndus: émissions industrielles | DSol: déchets solides | MS: multisectoriel

	Pays	Projet	Secteur	Budget TA (000 000 €)	Source de financement TA	Investissement estimé (000 000 €)	État d'avancement (mai 2019)
1	Égypte	Mise aux normes et extension de la station d'épuration d'Alexandrie Ouest	EUx	0.4	CAMENA	185	Approuvé par le conseil d'administration de la BEI
2	Égypte	Dépollution des canalisations de drainage agricole de Bahr al Baqar	MS	0.2	CUA Le Caire	550	TA achevée Les autorités égyptiennes ont indiqué ne plus être intéressées par ce projet
3	Égypte	Réhabilitation et extension de plusieurs stations d'épuration dans différents gouvernorats	MS	0.2	CUA Le Caire	250	TA achevée Les autorités égyptiennes ont indiqué ne plus être intéressées par ce projet
4	Égypte	Projet d'investissement dans les canalisations de drainage de Kitchener	MS	0.2	CUA Le Caire	441	Approuvé par le conseil d'administration de la BEI
5	Égypte	Projet d'extension de la station d'épuration de Fayoum	EUx	0.8	BERD IPPF	395	Approuvé par le conseil d'administration de la BEI
6	Jordanie	Projet d'adduction d'eau et d'assainissement de Deir Alla et Al-Karameh	MS	0.5	CAMENA	97	Approuvé par le conseil d'administration de la BEI
7	Jordanie	Projet d'adduction d'eau et d'assainissement de Bani Kenaneh	MS	0.5	CAMENA	40	TA achevée La composante adduction d'eau reste encore à mettre en œuvre
8	Jordanie	Station d'épuration industrielle de Zarqa	ÉIndus	0.7	MED5P	30	TA achevée
9	Liban	Traitement et réutilisation des EUx de Saida	EUx	0.3	CAMENA	60	TA achevée
10	Liban	Réhabilitation et extension du réseau d'égouts de Tripoli	EUx	-	MeHSIP	107	Approuvé par le conseil d'administration de la BEI
11	Liban	Évacuation des eaux usées d'Al Ghadir	EUx	-	MeHSIP	145	Approuvé par le conseil d'administration de la BEI
12	Maroc	Dépollution de l'Oued Martil / COELMA	ÉIndus	-	MeHSIP	15	TA achevée
13	Maroc	Ligne Bleue de la BMCE	MS	1.0	CAMENA	20	Approuvé par le conseil d'administration de la BEI
14	Maroc	Ligne Bleue de la BMCE	DSol	-	MeHSIP	40	Approuvé par le conseil d'administration de la BEI
15	Maroc	Gestion intégrée des DSol	DSol	-	MeHSIP	tbd	TA achevée
16	Maroc	Fonds d'équipement communal (FEC)	MS	-	MeHSIP	tbd	TA interrompue
17	Palestine	Système de collecte et de traitement des EUx des villages situés au nord-est de Ramallah	EUx	0.5	CAMENA	tbd	TA en cours
18	Tunisie	Gestion durable du bassin phosphatier de Gafsa	ÉIndus	0.5	CAMENA	25	TA achevée
19	Tunisie	Valorisation des déchets solides - PPP Djerba	DSol	-	MeHSIP	60	TA achevée
20	Tunisie	Aménagement et valorisation de Sebkhath Sijoumi	MS	-	MeHSIP	100	TA achevée
21	Tunisie	Dépollution d'un site contaminé au mercure dans la région de Kasserine (SNCPA)	ÉIndus	-	MeHSIP/FEM	40	TA interrompue
22	Tunisie	Programme de gestion intégrée des déchets solides - 10 gouvernorats	DSol	-	MeHSIP	100	TA achevée
23	Tunisie	Centre de traitement des déchets dangereux (Bizerte)	DSol	-	MeHSIP	25	TA achevée
24	Tunisie	Programme de mise à niveau de 10 stations d'épuration de l'intérieur	EUx	-	MeHSIP/FEM	80	TA achevée
Total des subventions TA mobilisées par le programme MeHSIP ¹				4.5			
Total des subventions TA avec le soutien du programme MeHSIP				5.9			
Volume des investissements déjà financés par la BEI						1,430	
Total du volume potentiel d'investissements						2,805	

¹ Ce chiffre inclut 0,1 million € octroyé par le FEM à différents projets. Les interventions des experts mobilisés dans le cadre du programme MeHSIP n'ont pas été évaluées en termes monétaires.

3.2.2 Défis et opportunités

Les projets dans les domaines de l'eau et de l'environnement mis en œuvre dans les pays du sud de la Méditerranée tendent à concerner le secteur public et, dès lors, s'inscrivent dans le temps long. Cela est dû en partie à la nature du processus décisionnel public dans les pays concernés, et en partie à la nature séquentielle des processus internes de la BEI et autres IFI. Autant que possible, les activités sont entreprises en parallèle, mais certaines règles de procédure exigent l'achèvement d'une étape avant de pouvoir passer à la suivante. De manière générale, la mobilisation des financements d'assistance technique (TA) disponibles (p.ex. CAMENA) a pris 6 mois, et la mise en concurrence du marché de prestation de TA pour les projets plus importants a pris entre 6 et 8 mois. Dans cette dernière procédure, la phase d'expression d'intérêt (1 à 2 mois) peut être lancée avant la confirmation du financement.

Le programme MeHSIP-II ne prévoyait pas de subventions d'assistance technique (TA) pour les études de faisabilité à grande échelle que le programme était censé réaliser. Partant, des efforts considérables ont dû être déployés pour obtenir des financements, la procédure de demande de financements en matière de TA étant complexe et les délais particulièrement longs (il faut compter en moyenne 6 mois jusqu'à l'octroi des fonds). Allié à la procédure de mise en concurrence du marché de prestation de TA (6 à 9 mois), cela a donné lieu à des retards importants et un degré de frustration certain. Cela dit, la disponibilité permanente et immédiate des experts résidents et la possibilité de recourir à des contrats de TA à court terme au titre du programme MeHSIP-II ont été précieuses pour pouvoir retenir les organisations de mise en œuvre sans attendre.

L'obtention des données techniques auprès des organisations intéressées est un véritable problème et un processus de longue haleine, qui ralentit le processus d'évaluation voire, dans certains cas, y fait barrage. Parfois, les données pertinentes n'existent pas, ce qui atteste la nécessité d'une assistance technique et éventuellement d'une étude de faisabilité, ce à quoi les organisations peuvent tenter d'échapper en raison des retards et délais indiqués précédemment. Dans d'autres cas, les études ont été réalisées, mais les organisations ne les ont pas en leur possession, ne peuvent facilement les partager, ou encore le rapport final officiel n'a pas été validé par les plus hauts échelons et, de fait, restent au stade de l'ébauche ou de la version provisoire.

La seconde phase de l'Initiative H2020 a fait suite à une vague importante d'investissements de la BEI dans les secteurs de l'eau, des eaux usées et des déchets solides dans la région MENA, dans les années 1990 et au début des années 2000. Au cours de la période 2007–2011, soit les années de la crise financière mondiale et du Printemps arabe, le nombre de financements accordés à des projets dans les domaines de l'eau et de l'environnement (à l'exception de trois grands projets, en 2009) a chuté. Depuis 2012, les financements dans ces domaines ont de nouveau été mobilisés, entre autres grâce à la composante IRPP

Programme intégré de protection du lac de Bizerte contre la pollution

Le projet de dépollution du lac de Bizerte est cofinancé par la Banque européenne d'investissement (BEI), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), l'Union européenne et l'État tunisien. Il s'agit d'un projet labellisé «Union pour la Méditerranée», articulé autour de quatre grands axes – la réduction de la pollution industrielle, la réhabilitation et le renforcement du réseau d'égout et d'évacuation des eaux usées, le traitement des déchets solides industriels et l'amélioration de la qualité de vie (grâce à l'aménagement des rives du lac et à l'extension des ports de pêche situés à proximité) – et comprend une composante horizontale d'appui aux institutions et à l'administration vers l'amélioration de leur efficacité en matière de gestion environnementale et de durabilité.

Le label de l'UpM, octroyé au projet en octobre 2013, visait à reconnaître un projet phare susceptible de servir de modèle à d'autres, à la fois s'agissant de son impact général sur la réduction de la pollution et du dialogue exemplaire engagé avec les acteurs locaux.

L'Initiative H2020, par sa composante Investissements pour la réduction et la prévention de la pollution, et le programme MeHSIP ont apporté leur soutien à la préparation du projet et assisté l'unité de gestion (UGPO – Unité de gestion par objectifs) dans ses tâches durant la première phase de mise en œuvre. Grâce à la composante Renforcement des capacités de l'Initiative H2020 (CB/MEP) et à l'engagement du point focal tunisien et de son équipe, plusieurs consultations enrichissantes et interactives ont été organisées entre les acteurs de la gestion intégrée du lac de Bizerte, à savoir les autorités nationales, régionales et locales, et toutes les catégories de parties prenantes, aboutissant en 2012 à l'adoption de la «Charte du développement durable du lac de Bizerte». Plusieurs consultations complémentaires ont été organisées depuis, au cours de la seconde phase de l'Initiative H2020 (SWIM-H2020 SM), sur le plan de gestion pour le développement durable de la lagune et sur la consolidation de la structure de gouvernance.

La démarche participative adoptée pour élaborer la Charte du développement durable du lac de Bizerte, et le processus d'élaboration dans son ensemble, ont été reproduits ailleurs dans la région du golfe de Tunis, donnant naissance à la «Charte de développement durable de l'Oued Méliane». Par ailleurs, une étude a été commandée pour déterminer quelles sont les mesures à mettre en œuvre pour une dépollution intégrée du bassin versant de la Medjerda, le seul fleuve de Tunisie.

de l'Initiative H2020 et au programme MeHSIP. On s'attend à ce que les projets mis en œuvre dans le cadre du programme MeHSIP contribuent à pérenniser ce regain de financements dans les domaines de l'eau et de l'environnement, et ce pour un certain nombre d'années, au-delà de la durée de vie du programme, compte tenu du cycle long des projets mis en œuvre dans les différents secteurs et les pays respectifs.

3.3 Renforcement des capacités (CB)

3.3.1 Le programme de travail pour la période 2015-2020

La composante Renforcement des capacités a été mise en œuvre entre 2015 et 2020 de l'Initiative 2020 avec pour objectif général de «renforcer le champ d'application et les moyens de mise en œuvre et de contrôle des politiques environnementales et dispositions juridiques, afin d'améliorer l'intégration des questions d'environnement dans les autres politiques nationales et d'améliorer la gouvernance environnementale, en vue de réduire et de prévenir la pollution marine et de parvenir à un bon état écologique en mer méditerranée».

Les quatre objectifs spécifiques du programme de travail étaient les suivants:

1. améliorer la capacité des politiques et dispositions juridiques nationales à soutenir la réduction et la prévention de la pollution, en repensant, actualisant et complétant les cadres politique et législatif nationaux en matière d'environnement (y compris en encourageant le recours à des instruments économiques dès lors que cela s'avère pertinent) et en engageant les réformes législatives nécessaires pour créer un environnement favorable aux investissements, et viable;
2. améliorer la capacité des pays partenaires à formuler, à mettre en œuvre et à faire appliquer les dispositions juridiques nationales en matière d'environnement et la capacité de conformité du secteur privé, y compris en facilitant le transfert des connaissances et des technologies et en encourageant la coopération régionale ainsi que les échanges Nord-Sud et Sud-Sud;
3. renforcer l'intégration des questions d'environnement dans les cadres politiques applicables aux secteurs clés et dans les pratiques du secteur public comme du secteur privé, y compris en renforçant le cadre institutionnel et les capacités du secteur public et du secteur privés;
4. permettre aux parties prenantes régionales et nationales de prendre une part active au processus décisionnel et de contribuer à la mise en œuvre des objectifs environnementaux.

Ces objectifs ont tous été atteints, avec pour résultat les éléments suivants:

- les cadres politiques et législatifs pour la réduction et la prévention de la pollution ont été renforcés dans l'ensemble de la région grâce aux efforts nationaux respectifs, à la mise en œuvre de la Convention de Barcelone et ses Protocoles par l'intermédiaire du système du PNUE/PAM, ainsi qu'à la mise en appui d'un certain nombre de projets régionaux et nationaux dédiés ;
- les capacités nationales de réduction et prévention de la pollution ont été renforcées par des formations, des ateliers nationaux et régionaux, des voyages d'étude et des échanges entre pairs portant sur diverses questions, auxquels ont participé au moins 2 000 per-

sonnes²² des 12 pays partenaires²³ ainsi que des pays euro-méditerranéens. Plusieurs pratiques en matière de réduction et de prévention de la pollution ont été modifiées, adoptées et/ou reproduites à l'issue des activités de formation, des voyages d'étude et de l'échange des meilleures pratiques;

- les plans d'action nationaux (PAN) de réduction de la pollution pour la période 2016-2025 ont été révisés par tous les pays partenaires de l'Initiative H2020 (à l'exception de la Libye et de la Syrie) et leur mise en œuvre est en cours. Même la Jordanie et la Palestine, qui ne sont pas parties à la Convention de Barcelone, se sont engagées sur cette voie dans le cadre de l'Initiative H2020;
- plusieurs documents d'orientation ont été produits sur les principales problématiques;
- sept pays ont ratifié les Protocoles de la Convention de Barcelone: l'Algérie (Protocole concernant la coopération en cas d'urgence pour combattre la pollution impliquant des produits pétroliers et autres substances dangereuses en mer méditerranée, 2016), l'Italie (Protocole concernant la coopération en cas d'urgence pour combattre la pollution impliquant des produits pétroliers et autres substances dangereuses en mer méditerranée, 2016), Israël (Protocole relatif à la gestion intégrée des zones côtières, 2016), le Liban (Protocole concernant la coopération en cas d'urgence pour combattre la pollution impliquant des produits pétroliers et autres substances dangereuses en mer méditerranée et Protocole relatif à la gestion intégrée des zones côtières, 2017), la Croatie (Protocole Offshore, 2018) et Malte (Protocole relatif à la gestion intégrée des zones côtières, 2019);
- tous les pays du sud de la Méditerranée ont arrêté des plans d'action nationaux en matière de consommation et de production durables, et la Turquie y travaille également actuellement.

Le sous-groupe Renforcement des capacités était dirigé par la coprésidence entre l'UpM (la Jordanie et l'UE) et le PNUE/PAM. Les activités ont fait l'objet d'une coordination étroite pour en assurer la complémentarité avec les activités prévues au titre des autres composantes, telles que le renforcement des

²² SWIM-H2020 SM, PNUE/MAP, ECRAN (Réseau régional d'adhésion Environnement et Climat).

²³ L'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Palestine et la Tunisie pour les activités organisées à l'échelle nationale, et également l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Monténégro et la Turquie pour les activités organisées à l'échelle régionale.

capacités pour la préparation des investissements et la gestion et la communication de données au titre des composantes Investissements pour la réduction et la prévention de la pollution et Examen et surveillance.

La mise en œuvre de la composante Renforcement des capacités de l'Initiative H2020 a bénéficié du formidable soutien du projet «Mécanisme de soutien du Programme sur la gestion intégrée et durable de l'eau (SWIM) et de l'initiative Horizon 2020» (SWIM-H2020 SM) financés par l'UE. Toutefois, d'autres projets et initiatives ont contribué au renforcement des capacités dans les thèmes prioritaires de l'Initiative H2020, et notamment certains projets labellisés par l'UpM tels que le projet «BlueGreen Med-CS», destiné à soutenir la participation coordonnée de la société civile aux programmes régionaux de renforcement des capacités, le projet «PLASTIC-BUSTERS pour une Méditerranée sans déchets» qui contribue à lutter contre la pollution marine et le projet «Med ReSCP» qui vise à encourager la consommation et la production durables et l'entrepreneuriat vert, des programmes régionaux tels que «SwitchMed», «Marine Litter Med» (soutien politique spécifique à 5 pays pour renforcer leur cadre politique national en matière d'utilisation des sacs et des emballages en matière plastique à usage unique), le programme de surveillance et d'évaluation intégrées de la mer et des côtes méditerranéennes (IMAP – renforcement des capacités des inspecteurs environnementaux et formation de ceux-ci au contenu du programme, aux mesures de contrôle et de prévention de la pollution marine, aux mesures de gestion de la pollution marine et à l'application et au respect de ces mesures), le projet «DeFishGear» dans la macro-région de l'Adriatique (aide aux décideurs politiques et aux parties prenantes concernées sur les réponses à apporter à la pollution marine), le réseau «ECRAN» (formations à l'évaluation environnementale stratégique/étude d'impact environnemental dans les Balkans de l'Ouest et en Turquie), de nombreuses activités de gestion intégrée (traitement et réutilisation intégrés des eaux usées, etc.), des jumelages et des outils TAIEX, etc.

Mécanisme de soutien du Programme sur la gestion intégrée durable de l'eau (SWIM) et de l'initiative Horizon 2020» (SWIM-H2020 SM) (www.swim-h2020.eu)

Période de mise en œuvre: 02/2016-04/2019

Budget: 6 705 250 EUR

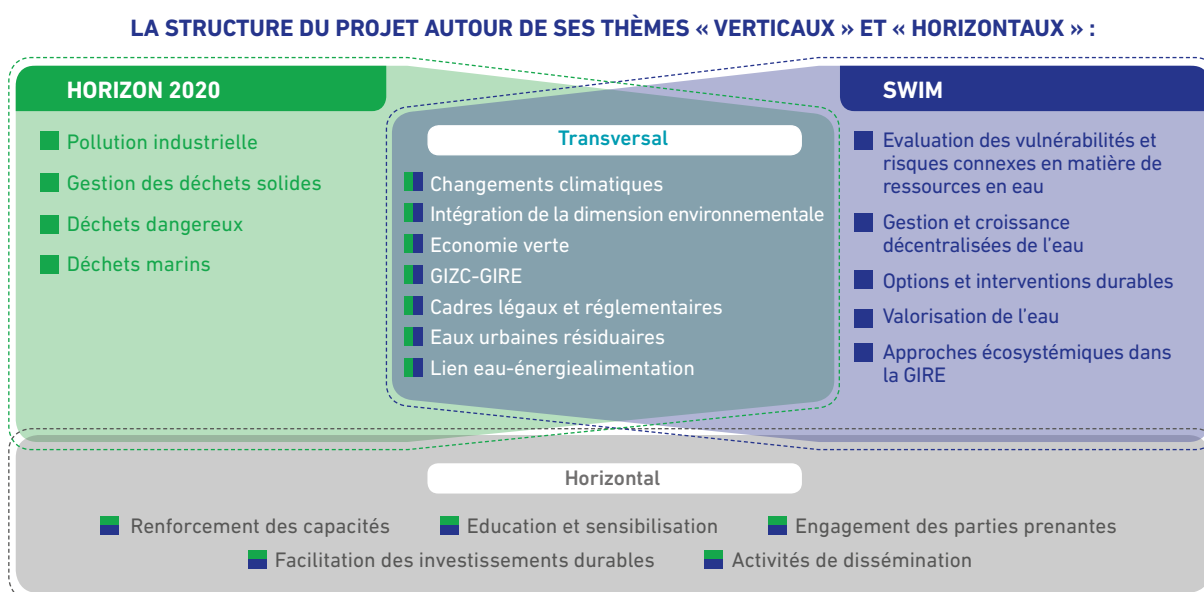
Pouvoir adjudicateur: Commission européenne, direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement (DG NEAR)

Ce projet avait pour objectif général de contribuer, par la mise en œuvre d'un programme de renforcement des capacités sur mesure, fondé sur les besoins, à la réduction de la pollution marine et à une utilisation durable des ressources en eau limitées de la Méditerranée, une attention particulière étant apportée aux pays du voisinage Sud, à savoir l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, le Maroc, la Palestine²⁴ et la Tunisie. Les Balkans de l'Ouest, la Turquie et la Mauritanie ont également bénéficié des activités organisées à l'échelle régionale.

Au total, près de 100 activités ont été menées à bien en 3 ans. Les nombreux entretiens réalisés auprès des bénéficiaires ont permis de confirmer que presque tous avaient formidablement bénéficié du projet. Plus de la moitié des bénéficiaires interrogés a indiqué avoir été en mesure de formuler des recommandations judicieuses à leur hiérarchie et de contribuer directement à l'élaboration ou à la réforme des politiques de leur pays, et ils sont nombreux à avoir lancé des initiatives concrètes destinées à améliorer la situation.

24 Cette appellation ne saurait être interprétée comme une reconnaissance de l'État de Palestine et est sans préjudice de la position respective des États membres sur cette question.

FIGURE 4: Composantes du mécanisme de soutien SWIM-H2020



La mise en œuvre de la composante Renforcement des capacités de l'Initiative H2020 et des autres composantes de l'Initiative H2020 a permis de procéder (pour être tout à fait exact, avec le soutien d'autres processus et projets) à la mise en place d'organismes et de mécanismes de consultation interministériels, intersectoriels et/ou réunissant de nombreuses parties prenantes dans plusieurs pays. Les ministères de l'Environnement, de l'Eau, de l'Industrie, des Finances, etc. travaillent en étroite collaboration dans le cadre de cadres institutionnels repensés (p.ex. à la gestion durable des déchets dangereux ou à la problématique des produits en plastique à usage unique). Les ministères de l'Environnement et de l'Éducation se sont retrouvés à travailler ensemble pour la première fois dans le cadre des activités de l'Initiative H2020 et ont établi des programmes de collaboration permanente.

L'Initiative H2020 a permis de mettre au point, à des fins d'orientation, des meilleures pratiques, des mesures et des technologies pour les filières de l'huile d'olive, l'industrie sidérurgique et le secteur du ciment, y compris des mesures en matière d'économie circulaire. Pour le secteur de la sidérurgie, une première évaluation exhaustive a été réalisée en collaboration avec un institut de recherche (l'Université d'Athènes), comprenant i) la production d'un atlas localisant l'ensemble des usines sidérurgiques et des aciéries de Méditerranée situées en zone côtière à une distance maximale de 50 km du bord de mer, ii) une évaluation des charges polluantes actuelles et passées et de l'empreinte de l'industrie sidérurgique en Méditerranée, en tenant compte des différents procédés mis en œuvre dans les sites de production/ de transformation, iii) un travail de terrain original, qui a permis de démontrer une réduction impressionnante (sur une période de 35 ans) de la pollution des couches sédimentaires d'un site impacté par une grande aciérie (cette réduction étant à imputer à la mise en œuvre combinée des meilleures techniques disponibles au titre des politiques et réglementations européenne et hellène), iv) une étude visant à évaluer les possibilités d'amélioration des procédés de production et de réduction des charges polluantes qui en résultent si les meilleures techniques disponibles étaient mises en œuvre²⁵. Un atelier régional de renforcement des capacités a été élaboré et mis en œuvre autour de cette évaluation et de ses constats et conclusions.

25 <https://www.h2020.net/component/jdownloads/send/291-lectures-presentations/2855-pollution-loads-from-iron-steel-industries-prof-michael-scoullos>
<https://www.h2020.net/component/jdownloads/send/291-lectures-presentations/2853-pollution-loads-and-pollution-reduction-prospects-v-paraskevopoulou>

Parmi les autres lignes directrices produites dans le cadre de SWIM-H2020 SM, on citera notamment les lignes directrices pour la gestion des lixiviats, les lignes directrices relatives à la gestion des boues et résidus de dragage (élaborées spécifiquement pour la Tunisie à partir des lignes directrices régionales du PAM), les recommandations pour une meilleure articulation entre recherche et politiques publiques. Le PNUE/PAM a également produit des lignes directrices concernant la gestion des PCB, la gestion durable des tanneries, la gestion environnementale des lubrifiants, Fishing for Litter (la pêche aux déchets), Adopt-a-Beach (adopte une plage!), l'abandon progressif des sacs en matière plastique à usage unique, des lignes directrices opérationnelles sur les installations de réception portuaires et l'élimination des déchets produits par les navires en Méditerranée, un document d'orientation visant l'imposition de frais, d'un montant raisonnable, pour l'utilisation des installations de réception portuaires ou, le cas échéant, la mise en œuvre d'un système «sans droit spécial» en Méditerranée, des normes et des lignes directrices communes pour l'offshore, un règlement relatif à un RRTP (modèle de règlement à adapter à l'échelle nationale) et une proposition de méthodologie pour définir et appliquer des facteurs d'émissions nationaux lorsqu'il n'existe pas de données de suivi réel, des lignes directrices actualisées relatives à la gestion des boues et résidus de dragage et aux activités de dessalement, etc.

La société civile de la région a contribué dans une très large mesure à sensibiliser aux thèmes et objectifs prioritaires de l'Initiative 2020 et à influencer le comportement des citoyens. Toutes les ONG et associations parties prenantes de l'initiative ont intégré les objectifs H2020 dans leurs stratégies et programmes de travail annuels et/ou ad hoc, et ont mobilisé des ressources considérables pour mettre en œuvre une gamme d'activités très large. À l'échelle régionale, les grandes ONG de Méditerranée²⁶ ont uni leurs efforts dans le cadre du mécanisme labellisé par l'UpM, «BlueGreen Med CS», qui a joué un rôle crucial dans la participation de la société civile des différents pays aux projets et processus régionaux de renforcement des capacités. Enfin, dernier élément et non des moindres, la mise en œuvre du plan d'action de la Stratégie méditerranéenne sur l'éducation pour le développement durable par les pays, les organisations internationales, les formateurs et enseignants et les ONG impulse le changement dans les pratiques et les perceptions s'agissant de «développement durable» (voir à la page 40).

26 RAED, MIO-ECSDE, WWF, MED POL, IUCN Med.



Le programme SwitchMed, le programme du label «Med ReSCP Post Rio+20» de l'UpM et l'Initiative H2020

Les activités organisées dans le cadre du programme SwitchMed et du programme du label Med ReSCP Post Rio+20 de l'UpM ont contribué à la composante Renforcement des capacités du programme de travail de l'Initiative H2020 concernant plus particulièrement les modèles de consommation et de production durables (CPD) et l'entrepreneuriat vert dans les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée en tant qu'éléments clés de la prévention de la pollution (modèles d'entreprise verts).

Le programme SwitchMed a pour objectif principal de promouvoir des modèles de CPD dans les pays de la Méditerranée en tant qu'outil permettant de prévenir la pollution et d'avancer sur la question de l'économie verte et circulaire.

Partenaires de mise en œuvre:

PNUE/PAM-CAR-CPD, ONUDI, PNUE /Division de l'économie

Pays: pays de la région MENA

Objectifs spécifiques: Adoption d'un Plan d'action pour la Méditerranée en matière de CPD par les Parties contractantes à la Convention de Barcelone, visant 4 secteurs clés: agroalimentaire, tourisme, habitat et logement, manufacture des biens de consommation; formation et appui aux petites et moyennes industries (TEST-Med), aux entrepreneurs et aux organisations de la société civile; la préparation des PAN en matière de CPD; mise au point d'activités pilotes; collaboration avec les agents financiers pour faciliter l'accès aux financements des entrepreneurs verts.

L'objectif principal du programme du label de l'UpM MED ReSCP Post Rio+20 est de promouvoir des mécanismes financiers permettant aux secteurs industriels des pays de la région MENA d'investir dans des modèles de CPD, d'une part, et d'autre part des modèles de CPD dans les Balkans de l'Ouest et en Turquie (objectif qui complète les objectifs du programme SwitchMed).

Partenaires de mise en œuvre:

PNUE/PAM-CAR-CPD, ONUDI, BERD

Objectifs spécifiques:

- mettre en place des mécanismes financiers qui permettent aux petites et moyennes industries du Maroc, de Tunisie, d'Égypte et de Jordanie d'avoir accès à des financements vers la mise en œuvre de mesures d'optimisation des ressources;
- stimuler le développement des industries et de l'entrepreneuriat verts dans les Balkans de l'Ouest et en Turquie au moyen d'interventions de formation et d'assistance technique.

mécanisme souple, fondé sur la demande, très apprécié par les pays partenaires du fait qu'il offrait un ensemble d'activités d'assistance technique ciblées et personnalisées, mises en œuvre à l'échelle nationale, qui répondaient précisément aux besoins des pays.

La vision et l'engagement à long terme des pays partenaires et des partenaires institutionnels de l'Initiative Horizon 2020 ont donné lieu à un sentiment d'appropriation et de continuité au-delà de la durée de vie des différents projets. S'inspirant des activités concrètes, fondées sur les besoins, qui avaient été proposées pour traiter les grands problèmes émergents, les parties prenantes ont pris des mesures de suivi et reproduit les interventions particulièrement importantes pour la région. Le cadre réglementaire et politique régional du PNUE/PAM a servi de point de référence aux activités de renforcement des capacités de l'Initiative H2020, dont nombre d'entre elles ont été conçues et mises en œuvre ensemble.

L'approche retenue dans l'Initiative H2020 en matière de renforcement des capacités a consisté à se concentrer sur des activités permettant de capitaliser sur les enseignements retirés, les bonnes pratiques et les réussites, d'une part, et d'autre part à diffuser des démarches innovantes testées dans l'Union européenne et des projets de démonstration non financés par l'UE. Les interventions ont facilité la complémentarité avec les activités de coopération bilatérale dans les pays du sud de la Méditerranée et ont encouragé le dialogue, la coopération et les synergies avec les partenaires institutionnels et d'autres projets et initiatives à l'échelle régionale.

Les échanges systématiques et utiles entre les points focaux, les autorités et les parties prenantes de l'initiative, la présence régulière sur le terrain des équipes chargées de la mise en œuvre des projets, les synergies fortes et visibles avec d'autres projets pertinents, l'adoption d'une démarche de bas en haut et la prise en compte de la question du genre ont, ensemble, grandement contribué au succès général de la composante Renforcement des capacités de l'Initiative H2020, et ont joué un rôle décisif dans le sentiment d'appropriation, la réactivité et l'engagement des différentes parties prenantes, notamment de la société civile et du secteur privé.

La difficulté à obtenir les données nécessaires à la mise en œuvre de certaines activités auprès des ministères et autres parties prenantes dans quelques pays partenaires demeure un vrai problème. En outre, dans la plupart des pays partenaires, l'application et le respect de la loi constituent aujourd'hui encore un point faible, ce qui entrave les efforts visant à promouvoir et à reproduire certaines des interventions d'assistance technique prévues dans le cadre de l'Initiative H2020.

Malgré les formidables avancées réalisées au cours des dernières années de mise en œuvre de l'initiative en matière de renforcement des capacités, les capacités des autorités et autres parties prenantes publiques demandent à être renforcées davantage. De nouvelles pressions se font jour, les lacunes en matière de gouvernance persistent, tandis que de nouvelles connaissances et des expériences précieuses doivent être partagées.

3.3.2 Défis et opportunités

Le périmètre régional de la composante Renforcement des capacités de l'Initiative H2020 a encouragé les pays à s'y impliquer en proposant des solutions nationales pour mettre en œuvre des décisions régionales. Le mécanisme H2020-SWIM SM constituait d'ores et déjà un

Quelques exemples de l'incidence de la composante Renforcement des capacités composante de l'Initiative H2020: mesures prises à la suite des activités de renforcement des capacités proposées dans le cadre de l'initiative

- ALGÉRIE:** une nouvelle réglementation relative à l'emballage des produits et aux meilleures techniques disponibles dans la filière des emballages a été élaborée. Les études de contrôle de la pollution marine réalisées avaient produit suffisamment de données pour définir les mesures réglementaires à prendre et adopter des dispositions juridiques en matière de prévention;
- ÉGYPTE:** le pays a avancé sur sa stratégie nationale sur l'éducation pour le développement durable et a mobilisé des financements destinés à plusieurs programmes pilotes mis en œuvre dans les établissements primaires et secondaires de nombreux gouvernorats. L'Égypte a en outre mis en place une toute nouvelle unité de gestion des déchets dans le secteur de la construction et de la démolition;
- JORDANIE:** l'Association des banques de Jordanie a reproduit l'expérience libanaise en matière de participation du secteur privé aux infrastructures hydrauliques, l'accent étant mis sur le rôle que doivent jouer les banques. Décembre 2018 a vu le lancement de la stratégie nationale sur l'éducation pour l'environnement et le développement durable par l'ensemble des parties prenantes concernées (Commission nationale jordanienne pour l'UNESCO, ONG compétentes);
- MAROC:** la «Vision et l'appel à l'action pour une gestion intégrée des zones côtières de la région de Rabat-Salé-Kénitra» ont ouvert la voie aux étapes suivantes. Une fiche de projet a été acceptée par la Banque mondiale et favorablement accueillie par les donateurs;
- ISRAËL:** les interventions d'assistance technique assurées sur la base de la stratégie de l'UE sur les matières plastiques ont abouti à une stratégie nationale sur les déchets plastiques. L'Association des fabricants d'Israël a fait équipe avec le ministère pour la Protection de l'environnement pour organiser le premier atelier conjoint consacré à la question des déchets plastiques et de leur recyclage. Dans le secteur du verre, le ministère a créé un centre de tri des verres;
- LIBAN:** la coopération entre le ministère de l'Environnement et le ministère de l'Industrie concernant la gestion du secteur industriel et des permis d'exploitation industrielle a bien avancé. Le pays a en outre élaboré une stratégie relative aux déchets du secteur de la construction et de la démolition;
- PALESTINE:** les programmes d'enseignement nationaux ont été revus pour y inclure la question de l'environnement. Un protocole d'accord a été signé en 2017 entre l'Autorité de qualité environnementale (EQA) et le ministère de l'Éducation. Un autre protocole d'accord a été signé entre l'EQA et l'Association des journalistes palestiniens. Les parties prenantes formées soutiendront la mise en œuvre du plan d'action de la stratégie méditerranéenne sur l'éducation pour le développement durable. La Palestine a également produit un décret relatif aux déchets du secteur de la construction et de la démolition des déchets;
- TUNISIE:** s'agissant des marchés publics dans le secteur de la construction et de la démolition, le ministère des Affaires locales et de l'Environnement et le ministère de l'Équipement ont adopté une décision conjointe selon laquelle les offres d'exécution de travaux publics devront impérativement proposer des matériaux composés à hauteur d'au moins 20 % de déchets de démolition recyclés.

Assurer la continuité du mécanisme SWIM-H2020 SM depuis 2019: le projet WES (www.wes-med.eu)

Période de mise en œuvre: 05/2019-05/2023

Budget: 7 900 000 EUR

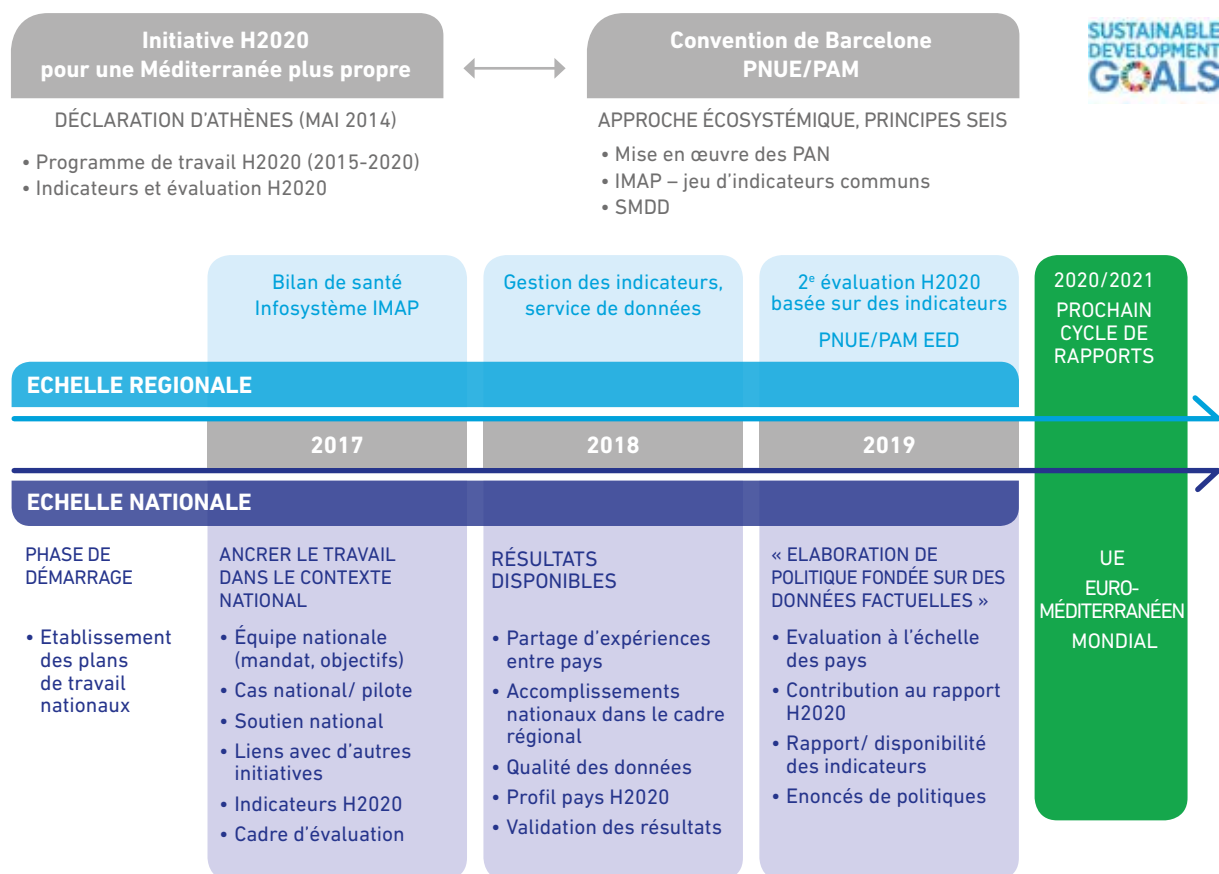
Pouvoir adjudicateur: direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement (DG NEAR) de la Commission européenne

Le projet *Water and Environment Support* (projet WES) *in the ENI Southern Neighbourhood region* / appui dans les domaines de l'eau et de l'environnement dans le voisinage Sud de l'instrument européen de voisinage est un projet régional d'une durée de 4 ans, qui a vocation à contribuer à la mise en œuvre d'une démarche intégrée en matière de réduction et de prévention de la pollution, conformément aux agendas de l'Union pour la Méditerranée et de la Convention de Barcelone. Le projet WES vise également à contribuer à une meilleure gestion des ressources en eau limitées dont disposent les pays de la région, en renforçant les capacités des acteurs concernés par les questions de réduction de la pollution et de gestion des ressources en eau, en les aidant à formuler et à mettre en œuvre des politiques dans les domaines de l'environnement et de l'eau. Le projet WES entend capitaliser sur les enseignements retirés de l'Initiative H2020 et de plusieurs projets antérieurs, également financés par l'Union européenne (H2020 CB/MEP, SWIM I et II, SWIM-H2020 SM), et s'articule sur un mode synergique avec de nombreux autres projets et processus régionaux.

27 Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Maroc, Palestine et Tunisie

Le sous-groupe de cette composante était dirigé par l'Agence européenne pour l'environnement et le PNUE/PAM. Les activités ont fait l'objet d'une coordination étroite pour en assurer la complémentarité avec les activités prévues au titre des autres composantes, en collaboration avec les autres sous-groupes: réunions consécutives, échange d'expertise, organisation conjointe de formations, etc.

FIGURE 5: Composante Examen et surveillance de l'Initiative H2020 et chronologie du projet IEVP SEIS II



Système de partage d'informations sur l'environnement (SEIS) de l'instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP) – mécanisme de soutien IEVP SEIS II Sud

Période de mise en œuvre: 2016-2020

Source de financement: direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement (DG NEAR) de la Commission européenne au titre de l'instrument européen de voisinage

Agences d'exécution: Agence européenne pour l'environnement (AEE) et Plan d'action pour la Méditerranée du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE/PAM)

Le mécanisme de soutien IEVP SEIS a vocation à contribuer à la réduction de la pollution marine en Méditerranée en développant un système de partage d'informations sur l'environnement (SEIS) à permettant de produire et de partager régulièrement des données, des indicateurs et des informations de qualité sur l'environnement. L'objectif central est de veiller à la cohérence et à l'harmonisation des rapports environnementaux à l'échelle régionale en tant qu'aide à l'élaboration de politiques judicieuses et efficaces (s'agissant de la réduction de la pollution marine). L'objectif spécifique est d'améliorer la disponibilité des informations environnementales et l'accès à ces informations, vers un processus d'élaboration des politiques efficace, véritablement fondé sur une base de connaissances, dans le voisinage européen du Sud, et notamment en Algérie, en Égypte, en Israël, en Jordanie, au Liban, en Libye, au Maroc, en Palestine et en Tunisie.

Le rapport d'examen et de surveillance de l'Initiative H2020²⁸ («seconde évaluation de l'Initiative H2020») préparé par l'AEE et le PNUE/PAM est la réalisation majeure de la composante Examen et surveillance. Le jeu des indicateurs définis dans le cadre de l'Initiative H2020 a été révisé et élargi dans la seconde phase de l'Initiative H2020, et comprend au total 11 macro-indicateurs et 8 sous-indicateurs, dont 2 sont complémentaires, couvrant les trois domaines thématiques de l'initiative: l'eau, les déchets (y compris la pollution marine) et les émissions industrielles. Ce jeu d'indicateurs révisé est le fruit d'un travail entrepris sur le mode participatif, qui a vu la mise en place d'équipes nationales chargées de transposer le mécanisme d'examen de l'Initiative H2020 dans le contexte national et la désignation de représentants nationaux invités à rejoindre le sous-groupe de la composante Examen et surveillance. Ces indicateurs révisés sont descriptifs.

Le jeu d'indicateurs révisés de l'Initiative H2020 constitue l'outil principal pour mesurer les tendances et suivre l'avancement de la mise en œuvre des cadres réglementaires aux échelles régionale et nationale. Pour l'évaluation des pressions exercées sur la mer méditerranée, un point de vue holistique a été adopté, en utilisant le cadre «de la source à la mer» pour structurer l'évaluation thématique. Cette démarche davantage intégrée permet de relier l'ensemble des flux concernés, de la source en amont à la zone d'impact en aval, au niveau des écosystèmes marins de la Méditerranée, en suivant le modèle DPSIR. La seconde évaluation de l'Initiative H2020 est venue compléter d'autres évaluations et études concernant la Méditerranée, notamment le rapport du Plan Bleu, «État de l'environnement et du développement en Méditerranée» (2009) et les «Bilans de santé de la Méditerranée» (2017 MED QSR). Les indicateurs de l'Initiative H2020 font partie des indicateurs retenus pour suivre la mise en œuvre des plans d'action nationaux et, dès lors, sont appelés «indicateurs H2020/PAN».

28 Rapport de synthèse: «Vers une Méditerranée plus propre: une décennie de progrès. Suivi de l'Initiative régionale Horizon 2020». Rapport technique: évaluation technique des progrès réalisés vers une Méditerranée plus propre. Résultats du suivi et des rapports de l'Initiative régionale Horizon 2020.

À l'échelle nationale, des efforts sont déployés pour développer plus avant les systèmes d'information: ainsi, dans le domaine des déchets la gestion, la Jordanie et Israël ont commencé à plancher sur des systèmes nationaux d'information sur les déchets, destinés à contribuer au suivi et au contrôle du respect des différentes dispositions juridiques. La Tunisie a conçu un système d'information spécifique pour les déchets dangereux et un processus destiné à suivre les indicateurs de santé et d'environnement. À l'échelle régionale, une étape cruciale a été franchie au cours des deux dernières années, avec la mise au point de la plateforme InfoMAP par le Centre d'activités régionales pour la consommation et la production durables du PNUE/PAM, Info/CAR²⁹. En outre, la 21^e réunion des Parties contractantes à la Convention de Barcelone (décembre 2019) a approuvé les principaux éléments et la feuille de route pour la préparation d'une politique de gestion des données du PNUE/PAM (qui doit être élaborée en 2020-2021).

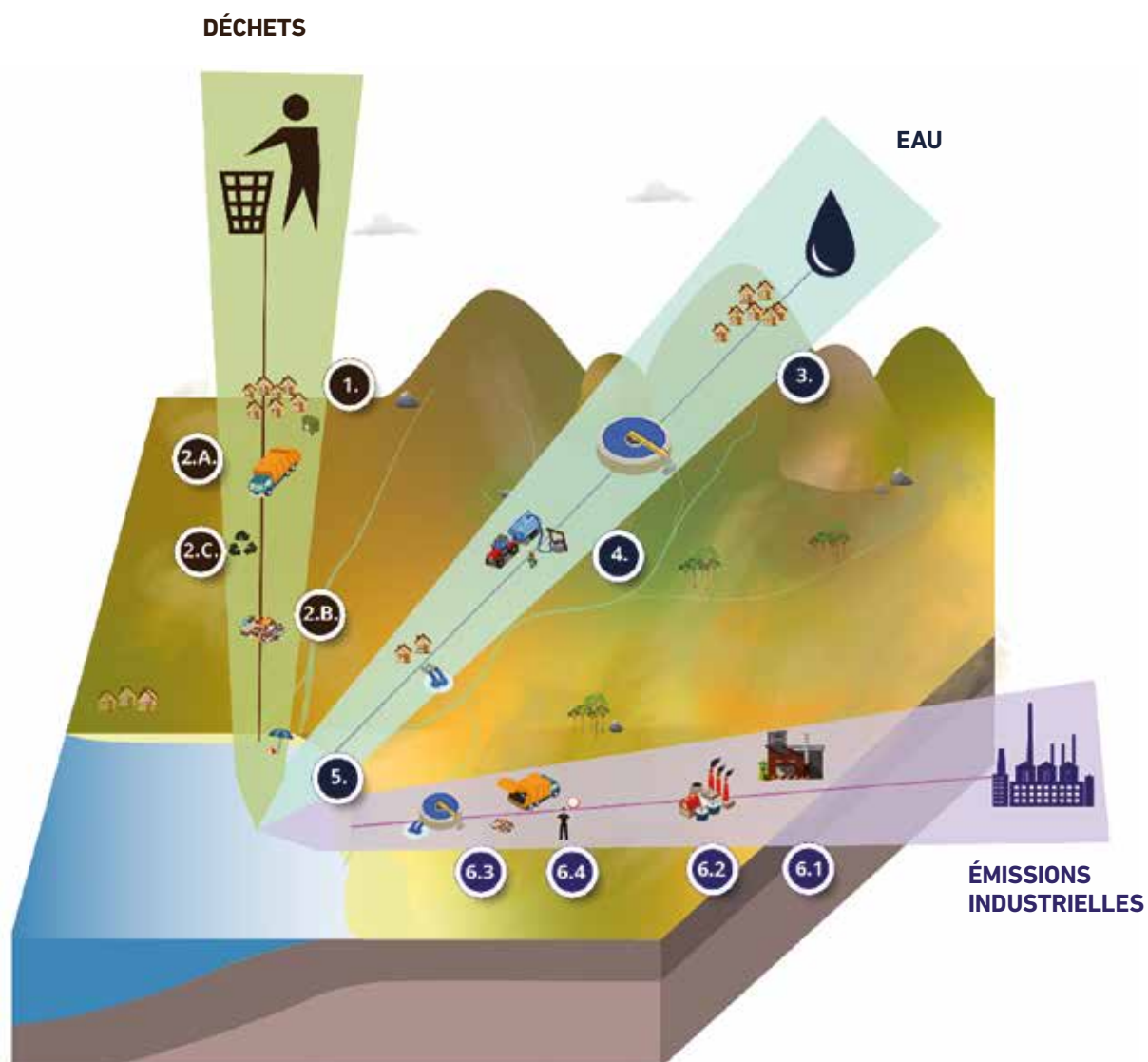
Au cours de la seconde phase de l'Initiative H2020, les coopération, coordination et structure de gouvernance nationales ont été renforcées, en interaction et en liaison avec de nombreuses parties prenantes et entités, telles que les comités nationaux chargés de la réalisation des ODD, les points focaux de MED POL, les ministères de l'Intérieur, de l'Industrie, de l'Eau et de l'Irrigation, de la Santé, et les autorités locales.

Dans le cadre d'un processus conduit principalement par les autorités désignées représentant les organisations environnementales et de la statistique, des efforts ont été déployés pour améliorer l'appropriation du processus et de ses résultats. Certains pays, comme la Palestine, la Tunisie et la Jordanie ont tiré parti de l'élan insufflé par les projets de coopération régionale mis en œuvre dans le cadre de l'Initiative H2020 pour établir des comités inter-institutions nationaux, ainsi que des groupes de travail nationaux qui rassemblent les représentants de plusieurs autorités compétentes. Par ailleurs, au cours des dernières années, des exemples plus concrets de la participation de la société civile et de la coopération avec celle-ci ont été observés.

29 <http://www.info-rac.org/en/infomap-system/infomapnode>



FIGURE 6: Vue schématique de la source à la mer et liste consolidée des indicateurs définis dans le cadre de l'Initiative H2020 pour chaque domaine thématique (source: ETC-ICM- Deltares)



DÉCHETS

- 1. Production et composition de déchets municipaux
- 2.A. Collecte des déchets
- 2.B. Décharges à ciel ouvert
- 2.C. Proportion de déchets plastiques recyclés

EAU

- 3. Accès aux systèmes d'assainissement
- 4. Chaîne des eaux résiduelles urbaines
- 5. Qualité des eaux marines et côtières

ÉMISSIONS INDUSTRIELLES

- 6.1. Rejets de nutriments par les secteurs industriels
- 6.2. Rejet de substances toxiques
- 6.3. Déchets industriels dangereux
- 6.4. Mesures de mise en conformité

3.4.2 Défis et opportunités

En dépit des efforts considérables déployés pour consolider les données et une base d'informations destinées à étayer les rapports d'avancement au moyen de données factuelles, les jeux de données environnementales concrètes sont encore loin d'être complets. Le mécanisme de collecte et de partage des données a été activé, sur la base d'accomplissements concrets en matière de flux de données, d'outils et de plateformes de compte rendu et de communication. Cependant, les données sont encore largement lacunaires, en partie du fait des obstacles rencontrés dans la collecte des données, à imputer à des capacités, un équipement et des ressources de suivi insuffisants, et en partie du fait de l'absence d'organisation nationale, d'accords de coopération (gouvernance des données) et d'une infrastructure adéquate, apte à garantir l'accessibilité des données. Dès lors, en l'absence d'un ensemble cohérent de données factuelles, l'examen des progrès réalisés repose sur les données fiables existantes, qui sont limitées, sur les connaissances accumulées au sein des institutions pour combler les lacunes et sur l'état d'avancement des documents, complétés par le jugement des experts qui se fondent sur les études de terrain, les projets de recherche et l'analyse comparative des performances environnementales.

Des efforts non négligeables ont été consentis pour mettre en place le processus de suivi de l'Initiative H2020 à l'échelle nationale autant qu'à l'échelle régionale: toutefois, d'importantes lacunes demeurent dans les données disponibles. Dans le cas de la quasi-totalité des pays du sud de la Méditerranée, la plupart des données concernant l'Initiative H2020 ne sont pas accessibles au public sur des services, des plateformes ou des interfaces en ligne. Malgré l'amélioration du dialogue interinstitutionnel, la coopération entre les institutions d'État demeure dans certains cas très limitée en raison d'un manque de cohésion, entravant les efforts engagés pour à une politique de données plus efficace et mieux intégrée.

Pour aider à remédier à cette situation, la révision des indicateurs H2020 et leur alignement sur les indicateurs adoptés respectivement dans le cadre d'initiatives nationales (p.ex. les PAN), régionales (p.ex. l'IMAP, la SMDD) et mondiales (p.ex. les ODD) ont contribué à créer des synergies et à encourager l'harmonisation. Ce processus d'alignement a été un exercice crucial, qui a assisté les pays dans leur tâche de répertoriage des domaines d'intégration et de mise en relation des différentes institutions de l'échelle nationale et de l'échelle régionale. Cet alignement a garanti l'optimisation et l'utilisation des données et informations existantes pour servir différentes finalités, et l'organisation des informations de manière systématique et harmonisée. Il a également promu une évaluation plus holistique et plus intégrée des progrès réalisés dans les thèmes prioritaires, conformément aux principes d'un SEIS. En outre, le fait de veiller à l'alignement des indicateurs définis dans le cadre de l'Initiative H2020 sur d'autres processus en cours a été primordial pour réduire la charge de production de rapports qui incombe aux pays et pour optimiser l'utilisation des données collectées à des fins différentes.

Les sept principes qui sous-tendent un système de partage d'informations sur l'environnement (SEIS)

1. les informations doivent être gérées aussi près que possible de leur source
2. les informations doivent être collectées en une seule fois, et partagées avec d'autres pour servir de nombreuses finalités
3. les informations doivent être mise à la disposition des autorités publiques et permettre à celles-ci de s'acquitter aisément de leurs obligations juridiques en matière d'information
4. les informations doivent être mise à la disposition des utilisateurs finaux, principalement les autorités publiques de tous les échelons, pour permettre à ceux-ci de procéder en temps voulu à l'évaluation de l'état de l'environnement et de l'efficacité des politiques mises en œuvre, et d'élaborer de nouvelles politiques
5. les informations doivent en outre être accessibles pour permettre aux utilisateurs finaux, tant les autorités publiques que les citoyens, de procéder à des comparaisons à l'échelle géographique appropriée (p.ex. à l'échelle du pays, de la ville, du bassin versant) et de participer de manière utile à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques environnementales
6. les informations doivent être mises à la disposition du public dans leur intégralité, compte tenu toutefois d'un niveau d'agrégation adéquat et sous réserve des exigences applicables en matière de confidentialité, à l'échelle nationale et dans la ou les langues nationales
7. le partage et le traitement des informations doivent passer par des outils logiciels communs libres, dits «solutions open source»

La recherche en tant que composante transversale de la seconde phase de l'Initiative H2020

Le programme de travail de l'Initiative H2020 pour la période 2015-2020 prévoyait un objectif général de recherche, visant à «accroître la base de connaissances et à développer la diffusion et le transfert des technologies innovantes en matière de prévention et de réduction de la pollution en mer méditerranée».

Les objectifs spécifiques avaient été définis comme suit:

1. combler les lacunes en matière de recherche de manière à atteindre les objectifs de l'Initiative H2020;
2. élaborer des mécanismes destinés à renforcer l'interface entre la science, les politiques publiques et la pratique.

Plus particulièrement, dans le cadre de la composante Renforcement des capacités de l'Initiative H2020, il a été procédé, avec le soutien du mécanisme SWIM-H2020 SM, à une analyse des résultats de recherche³⁰ susceptibles d'alimenter les politiques et les pratiques importantes pour la gestion des ressources en eau et pour la prévention et la réduction de la pollution marine en Méditerranée, qui a abouti à un ensemble de recommandations clés pour une meilleure interaction entre recherche et politique, en appui direct de la composante Recherche de l'Initiative H2020, mais également du travail de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), du Plan d'action pour la Méditerranée du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE/PAM) et de l'Union pour la Méditerranée (UpM). Cette analyse a consisté à examiner les projets financés au titre du 7^e programme-cadre de recherche et de développement technologique (PC7) de l'UE et du programme-cadre de l'UE pour la recherche et l'innovation dans le cadre de l'Initiative Horizon 2020, ainsi que d'autres projets relevant du programme d'éco-innovation de l'UE, des programmes LIFE+, IEV CTF MED, INTERREG MED et IAP-Adriatic, afin de recenser les résultats et réalisations pertinents pour l'Initiative H2020 (déchets municipaux, eaux urbaines résiduaires, pollution industrielle, pollution marine, etc.) pour renforcer l'articulation de l'interface politique/science. Sur plus de 400 projets examinés, il a été déterminé que 32 présentaient un intérêt tout particulier pour les thèmes politiques du programme de travail de l'Initiative H2020.

Cet exercice d'analyse a démontré qu'un nombre important de projets de recherche axés sur les politiques publiques de région étaient entrepris en Méditerranée. Dans le même temps, la nécessité se fait toujours sentir a) de recommandations et conclusions plus parlantes des projets de recherche, ce qui exige une meilleure conception et une plus grande coopération, dès le départ, des instituts de recherche avec les parties prenantes politiques, et b) de processus d'élaboration des politiques permettant de capitaliser plus fortement sur les connaissances, les informations et les données produites, dans la région et au-delà, par les universités, les instituts de recherche et les communautés locales.

Parmi les exemples manifestes d'engagements pour une recherche avancée, on citera les initiatives PRIMA (<http://prima-med.org>) et BlueMED (<http://www.bluedmed-initiative.eu>) qui, en étroite collaboration avec l'UpM, s'attachent à promouvoir et à traiter les problématiques propres à la Méditerranée et jouent un rôle de premier plan dans les programmes de recherche et d'innovation de la région.

Bien qu'il ne découle pas directement du programme de travail de l'Initiative H2020, un rapport scientifique – premier du genre – intitulé «Risques liés aux changements climatiques et environnementaux en Méditerranée» a été produit par le réseau méditerranéen d'experts sur les changements climatiques et environnementaux (MedECC) au cours de la seconde phase de l'Initiative H2020. Un résumé analytique à l'intention des décideurs politiques vise à combler l'écart entre les scientifiques et les décideurs politiques, à faciliter le processus décisionnel sur la base de conclusions scientifiques robustes et, partant, à contribuer à l'amélioration des politiques à tous les niveaux.

30 <https://www.swim-h2020.eu/fr/renforcer-linterface-de-la-recherche-avec-la-politique-la-pratique/>

4

Conclusions et perspectives

4.1 Conclusions principales

Le groupe de pilotage d'Horizon 2020, lors de sa réunion finale, en septembre 2019³¹, a déclaré que l'Initiative Horizon 2020 pour une Méditerranée plus propre (Initiative H2020) était considérée comme étant un succès à tous les niveaux, et que le mandat et le programme de travail prévus au titre des trois composantes – Investissements pour la réduction et la prévention de la pollution, Renforcement des capacités, Examen et surveillance – avaient été respectés en très grande partie et à un degré extrêmement satisfaisant. Elle a su remarquablement tirer parti des institutions existantes, des initiatives et des résultats comblant les lacunes en ajoutant de la valeur et en renforçant la coopération, les réseaux et les partenariats à l'échelle régionale, tout en conservant, tout au long de sa mise en œuvre, un agenda commun et précis d'objectifs partagés.

Mesurer les impacts de l'Initiative H2020 sur l'état de l'environnement de la Méditerranée est une tâche complexe, étant donné que les tendances ne peuvent être appréciées que dans le long terme. Toutefois, les progrès réalisés vers la réalisation des objectifs du programme de travail de l'Initiative H2020 sont indéniables: plus d'investissements pour la réduction et la prévention de la pollution, renforcement des capacités et renforcement des cadres politiques et juridiques destinés à réduire et à prévenir la pollution, amélioration de l'information et des connaissances sur la pollution en Méditerranée, amélioration de l'éducation et de la sensibilisation au développement durable et inscription prioritaire de la réduction et de la prévention de la pollution dans les agendas politiques régionaux et nationaux dans l'ensemble de la région.

Les documents de politique et textes de loi à avoir été revus/ repensés avec le soutien de l'Initiative H2020, notamment dans le cadre de la composante Renforcement des capacités, ont été nombreux, et également

nombreux les nouveaux documents et textes introduits. Toutefois, il reste encore fort à faire s'agissant des moyens de leur mise en œuvre et du contrôle du respect de leurs dispositions. La coordination entre les services des ministères de l'Environnement, le dialogue interministériel (ministères de l'Éducation, de l'Industrie, de l'Eau, de l'Agriculture, de l'Économie, etc.) et la participation des parties prenantes ont été renforcés, et l'initiative a aidé les pays à prendre conscience de l'importance d'intégrer la question de l'environnement dans les politiques sectorielles et à la considérer comme une question transversale. L'attention prêtée dans la seconde phase de l'Initiative H2020 aux questions intéressant plus particulièrement les pays partenaires et aux échanges entre pairs des différents pays est considérée comme un aspect particulièrement efficace du programme de travail de l'Initiative H2020. Cette attention doit être maintenue, et renforcée au cours des prochaines étapes.

31 10^e réunion du groupe de pilotage de l'Initiative Horizon 2020, 25 septembre 2019. Synthèse des résultats de la réunion.



Mobiliser l'évolution des pratiques et des comportements grâce à la Stratégie méditerranéenne sur l'éducation pour le développement durable et à son plan d'action

La réunion ministérielle de l'UpM de mai 2014 a officiellement adopté, à l'unanimité, la Stratégie méditerranéenne sur l'éducation pour le développement durable (SMEDD). Cette stratégie a été finalisée avec le soutien de l'Initiative Horizon 2020, qui a facilité la consultation finale des parties prenantes sur le texte.

Cette stratégie a pour objectif d'encourager les pays de la Méditerranée à développer et à incorporer l'éducation pour le développement durable (EDD) dans leurs systèmes respectifs d'éducation formelle, dans toutes les matières pertinentes, ainsi que dans les initiatives et intervention éducatives non formelles et informelles. L'intention est de doter les populations en connaissances et compétences en développement durable, à les rendre plus compétentes et plus confiantes, et à augmenter les opportunités d'agir pour une vie saine et productive, en harmonie avec la nature et dans le respect des valeurs sociales, de l'égalité entre les femmes et les hommes et de la diversité culturelle, en Méditerranée et au-delà. Il s'agit de la première stratégie régionale consacrée à l'éducation d'une écorégion qui s'étend sur 3 continents et compte de nombreux pays aux contextes socioéconomiques et culturels très différents.

Peu de temps après son adoption (2014), la mise en œuvre de la stratégie dans les pays de la région semblait inégale, alors qu'en 2015, l'adoption des 17 ODD des Nations unies, dont l'objectif 4.7 était consacré exclusivement à l'EDD, a aussitôt amplifié le rôle de l'EDD. C'est ainsi que des experts des ministères, du milieu universitaire et de la société civile se sont lancés dans l'élaboration, sur un mode participatif, du plan d'action de la SMEDD, adopté lors d'une conférence des ministres de l'Éducation des pays méditerranéens (Nicosie, 2016). Le plan d'action a enclenché la mise en œuvre de la stratégie, en précisant les orientations stratégiques dans les domaines d'intervention institutionnelle et opérationnelle prioritaires (activités recommandées et feuille de route indicative), les domaines thématiques, les programmes régionaux, ainsi que les indicateurs destinés au suivi des progrès réalisés (conformes à ceux prévus au titre de l'ODD 4.7).

La conférence ministérielle de Nicosie a vu la création du Comité méditerranéen sur l'éducation au développement durable (CMEDD)², pour orienter et suivre la mise en œuvre du plan d'action à l'échelle régionale et soutenir les pays dans leurs tâches. Présidé par le ministère de l'Éducation de Chypre, ce comité se compose des ministères de l'Éducation de Croatie, de Grèce, de Malte, du Portugal, et le ministère jordanien de l'Environnement, ainsi que des organisations internationales: le Bureau de l'UNESCO à Venise, l'Union of la Méditerranée, le PNUE/PAM, l'UNECE et la Ligue des États arabes. Il s'est réuni à deux reprises depuis sa création, pour rendre compte des progrès réalisés et planifier les étapes suivantes. En coopération avec les pays, il organise des activités sur mesure pour développer les compétences en matière de mise en œuvre de l'EDD et assurer un appui technique vers la bonne mise en œuvre du plan d'action de la SMEDD, conformément aux feuilles de route nationales pour l'Agenda 2030, au moyen de formations et de consultations.

Entre 2017 et 2019, sept événements nationaux (Égypte, Jordanie, Palestine, Tunisie, Algérie) et deux événements régionaux (Chypre, Grèce and Grèce) consacrés au renforcement des capacités ont été organisés avec le soutien du mécanisme de soutien du projet SWIM-H2020, l'UpM, le PNUE/PAM et grâce également à d'importantes contributions nationales, de Chypre et de Grèce notamment. Plus de 600 experts, administrateurs, formateurs et enseignants sont intervenus de manière interactive dans des ateliers, prenant part à des discussions et des échanges enrichissants.

La SMEDD fait en outre partie intégrante de la Stratégie méditerranéenne pour le développement durable 2016-2025 (SMDD 2016-2025) et l'état d'avancement de la mise en œuvre de la SMEDD (à savoir le nombre de pays qui se sont engagés dans des stratégies nationales sur l'éducation pour le développement durable) a été inclus dans les indicateurs du tableau de bord destiné à suivre l'avancement de la mise en œuvre de la SMDD.

La coopération en matière de projets d'investissement a été assurée, tout particulièrement s'agissant de la création de conditions (économiques, institutionnelles, fiscales, etc.) favorables aux investissements dans les différents pays.

La capacité des pays en matière de suivi et de production de rapports s'est renforcée, et la liste des indicateurs mis au point dans le cadre de l'Initiative H2020 est parfaitement alignée sur les processus de rapport d'informations prévus par le PNUE/PAM, au titre de la Convention de Barcelone et des ODD, et correspond aux cadres d'indicateurs élaborés de manière cohérente par les partenaires institutionnels de la région, tels que l'AEE et la Ligue des États arabes. Cependant, certains pays doivent encore compléter leurs données et leurs indicateurs, et travailler à garantir une coordination régulière entre les procédures opérationnelles, conformément aux principes d'un système de partage d'informations sur l'environnement (SEIS).

L'Initiative Horizon 2020 a été et demeure très importante pour la Méditerranée. Selon l'ensemble des sources consultées dans le contexte de l'évaluation externe de la déclaration ministérielle sur l'environnement et les changements climatiques de 2014³², il a été tout particulièrement pertinent d'élargir le périmètre thématique de l'Initiative H2020 dans la seconde phase, permettant de se concentrer davantage sur la prévention de la pollution et d'intégrer les principes de l'économie verte et des modèles de CPD vers le contrôle et la prévention de la pollution, et de répondre aux questions émergentes telles que la pollution marine et les déchets dangereux. Partant, le

périmètre élargi de l'Initiative H2020 a permis d'appréhender la pollution environnementale dans un sens plus large, au-delà des grandes sources de la pollution marine recensées initialement (déchets municipaux solides, eaux urbaines résiduelles et pollution industrielle).

La validation politique par les ministres de l'UpM dans leur déclaration sur l'environnement et les changements climatiques de 2014 a été un élément décisif pour promouvoir ce périmètre élargi, et pour permettre de préserver et de renforcer la pertinence de l'Initiative H2020, capitalisant sur les résultats de l'examen à mi-parcours et sur le rapport de 2014 de l'Agence européenne pour l'environnement et du PNUE/PAM consacré à l'initiative. Les parties prenantes se sont accordées à souligner l'extrême pertinence de toutes les composantes de l'Initiative H2020 – Renforcement des capacités, Examen et surveillance, Investissements pour la réduction et la prévention de la pollution, Recherche.

Outre les activités concrètes et les résultats tangibles, l'Initiative H2020, en tant qu'initiative conjointe associant tous les pays de la Méditerranée et un spectre très large de parties prenantes, a joué un rôle décisif dans l'optimisation des synergies et dans le renforcement de l'esprit de coopération dont la région a tant besoin. L'Initiative H2020 a contribué dans une mesure significative à préciser la définition du rôle à jouer respectivement par les différentes organisations, les partenaires de mise en œuvre et les parties prenantes méditerranéennes, et leur complémentarité. Elle s'est imposée comme une plateforme d'échanges sur les questions et problèmes concrets, en favorisant une meilleure compréhension entre les parties prenantes et, ce faisant, elle a contribué à la stabilité régionale.

32 GlobalCAD, 2019. Évaluation externe de la déclaration ministérielle de l'UpM sur l'environnement et les changements climatiques. Rapport final.



© Thomas Vlachogianni

4.2 Tirer parti de l'héritage de l'Initiative H2020: vers une «GreenerMed» d'ici à 2030

Faisant écho à ce qui précède, la communauté plus large des parties prenantes méditerranéennes est unanime à penser que les accomplissements de l'Initiative H2020 ont promu un profond sentiment d'appropriation, de collégialité et de solidarité, qui devrait être pérennisé dans un programme de suivi à l'horizon 2030, qui aura vocation à soutenir les pays, dans un esprit de cohésion, dans leur transition urgente vers une économie plus durable, verte et circulaire en Méditerranée.

La réunion ministérielle de l'UpM sur l'environnement et les changements climatiques, en 2014, a été pionnière en Méditerranée en introduisant certains des concepts et des approches actuellement repris dans le «pacte vert pour l'Europe». L'élargissement du périmètre thématique, ouvrant la voie à la mise en œuvre d'une approche stratégique, aux composantes interdépendantes, en matière de dépollution, de prévention de la pollution (par l'adoption de modèles de consommation et de production durables et la gestion rationnelle et efficace des ressources) et de lutte contre les changements climatiques, a permis à la Méditerranée d'être dans les starting-blocks vers une économie verte et circulaire avant d'autres régions. Elle peut aujourd'hui partager une foule de connaissances et de pratiques d'une immense richesse.

La déclaration ministérielle des Parties contractantes à la Convention de Barcelone (décembre 2019 à Naples) souligne «la nécessité d'un changement systémique soutenu par des stratégies, des politiques et des comportements novateurs et tournés vers l'avenir». Elle se concentre en particulier sur quatre domaines d'action et d'engagement prioritaires: lutter efficacement contre les déchets marins, renforcer et élargir le réseau d'aires marines protégées (AMP), répondre aux défis posés par le changement climatique et soutenir l'économie bleue durable et une transition écologique pour la région.

Les politiques, dispositions juridiques, directives et lignes directrices sont en place pour soutenir de manière adéquate un développement durable en Méditerranée, y compris en matière de suivi et de rapport des performances. Toutefois, la mise en œuvre demeure un véritable défi. L'un des principaux enseignements à retirer de l'Initiative H2020, toute nouvelle initiative doit s'attacher à relever ce défi tout en veillant à répondre aux besoins en élaboration et actualisation des politiques, des dispositions juridiques, et à soutenir les institutions.

Depuis 2018, l'UpM s'est attelée à la formulation d'un programme de suivi intitulé «Vers 2030: Agenda pour une Méditerranée plus verte – Contribuer à la réalisation des ODD environnementaux en Méditerranée» (2030GreenerMed), à laquelle participent des hauts fonctionnaires, un groupe de travail sur l'environnement et les changements climatiques, et une task force chargée de l'environnement. La note conceptuelle du programme 2030GreenerMed devrait être adoptée à la deuxième réunion ministérielle de l'UpM sur l'environnement et le changement climatique (décembre 2020).

Le programme 2030GreenerMed a été conçu comme une initiative par et pour l'ensemble des parties prenantes dans la région. Il est ouvert à tous et fonctionnera en complémentarité avec les efforts d'ores et déjà engagés. Il se veut être un outil de renforcement de l'intégration et des collaborations régionales. Dès lors, il servira de cadre aux initiatives existantes et émergentes pour œuvrer à un objectif commun. Il servira de plateforme pour avancer sur la question de l'environnement et des changements climatiques et sur l'agenda de développement durable de la Méditerranée, et rassemblera différents acteurs dans pour autant porter atteinte au sentiment de propriété qu'ont les différents acteurs à l'égard de leurs projets, de leurs mandats et de leurs cadres de programmation, ni aux responsabilités qui leur incombent à ce titre.

L'objectif central du programme 2030GreenerMed est de définir un cadre permettant de coordonner, d'intégrer et de promouvoir les efforts en Méditerranée (conformément aux obligations et engagements régionaux et mondiaux) en associant les pays membres de l'UpM et autres parties prenantes concernées à une démarche participative visant à:

1. soutenir la transition vers une économie verte, circulaire, source d'intégration sociale,
2. prévenir et réduire la pollution terrestre, atmosphérique et marine,
3. protéger, préserver, gérer et restaurer les ressources naturelles en Méditerranée selon une démarche écosystémique intégrée qui tienne pleinement compte des dimensions terrestres, marines et côtières.

Ces trois domaines thématiques sont étroitement liés entre eux, et doivent être traités simultanément. Une quatrième thématique transversale d'importance primordiale pour la région est le lien avec l'action pour le climat vers l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets. L'objectif central sera décliné en une série d'actions clés par les États membres de l'UpM, les parties prenantes et les donateurs à des fins de facilitation de la communication et du suivi, sur la base des thèmes recensés.

À la lumière des enseignements retirés de l'Initiative H2020, les priorités suivantes ont été retenues pour le programme 2030GreenerMed:

- les financements à mobiliser pour la mise en œuvre de la nouvelle initiative doivent être diversifiés et ne pas provenir principalement de l'UE, comme cela a été le cas pour l'Initiative H2020. Il conviendra impérativement de veiller à ce que la société civile ait accès à des financements adéquats pour les actions qu'elle entend engager;
- les projets sur lesquels reposera la mise en œuvre du programme 2030GreenerMed doivent être connectés entre eux sur le plan opérationnel. Cette articulation est liée au rôle que jouent les points focaux à l'échelle des pays, et dont les termes de référence doivent être définis avec plus de clarté dans ce nouveau programme;
- les modalités recherchées doivent permettre que certains projets et activités couvrent l'ensemble des pays de l'UpM, dans une perspective d'harmonisation et de complémentarité autant que possible. Il en va de même pour les mesures incitatives destinées à encourager une participation plus active des pays de l'UE, y compris de ceux qui n'ont pas de côte méditerranéenne;
- les futures activités de renforcement des capacités doivent être axées sur les échanges entre pairs. Le projet WES (Water and Environment Support in the ENI Southern Neighbourhood region / appui dans les domaines de l'eau et de l'environnement dans le voisinage Sud de l'instrument européen de voisinage – 2019-2023), financé par l'UE, a intégré cette démarche d'échanges entre pairs dans son programme de travail;
- les actions et interventions d'éducation et de sensibilisation assurées à tous les niveaux au titre des cadres d'orientation régionaux liés au programme 2030GreenerMed (à savoir la Stratégie méditerranéenne sur l'éducation pour le développement durable, la Commission méditerranéenne du développement durable, l'éducation pour la consommation durable, etc.) doivent être encore renforcées;
- une communication efficace sur la dimension politique de ce que le programme 2030GreenerMed entend accomplir, et comment, contribuera à garantir l'engagement des décideurs politiques de haut niveau.

Les moyens de mise en œuvre du programme 2030GreenerMed devraient être les suivants:




- interventions de renforcement des capacités et d'assistance technique, partage des bonnes pratiques et des savoir-faire;
- renforcement des connaissances et des données factuelles, suivi et évaluation des capacités (y compris la mise en place d'un mécanisme efficace de suivi et de rapport associant différents acteurs, des organisations de la société civile, des groupes de jeunes, etc.);
- promouvoir l'éducation pour le développement durable à tous les niveaux et sous toutes les formes d'enseignement;
- faciliter les liens entre la recherche, l'innovation, le transfert des technologies et les opportunités commerciales;
- mobiliser les financements et les investissements, y compris les mécanismes de financement innovants, l'accès aux financements et l'accès aux marchés des PME et des entrepreneurs.

Le renforcement du travail réalisé dans le cadre de l'Initiative H2020, des processus de suivi et de rapport d'informations pour le programme 2030GreenerMed devrait se concentrer sur les impacts. Il devrait également s'attacher à optimiser les synergies entre les parties prenantes régionales, et leur collaboration, mettant à profit les efforts des 14 dernières années de coopération. Le suivi et l'évaluation des objectifs centraux, ainsi que des objectifs de chaque priorité thématique, qui constituent la base du programme 2030GreenerMed, seront alignés sur le cadre des ODD. Le programme 2030GreenerMed peut procéder au suivi conjoint des progrès réalisés en Méditerranée vers la réalisation d'ODD liés. Il pourrait faciliter et renforcer la capacité de la région et des pays à réaliser les ODD.

En ce qui concerne la gouvernance environnementale, le programme 2030GreenerMed devrait: capitaliser sur la coordination entre les secteurs, l'intégration environnementale et des association et mise en relation plus étroites des agences économiques et d'aménagement, et travailler à améliorer ces coordination, intégration et mise en relation; veiller à la participation et à l'engagement de nombreuses parties prenantes, y compris une participation plus directe des autorités régionales et locales, à la création de partenariats et à la coordination entre les différents acteurs (publics, privés, société civile, milieu universitaire, etc.); établir des liens avec les ODD, les agendas internationaux, régionaux et nationaux, et des liens et des synergies avec les autres agendas ministériels de l'UpM (Économie bleue, Eau, etc.); engager des réformes en matière de gouvernance à l'échelle nationale pour soutenir la transition vers une économie circulaire dans une démarche d'égalité d'accès aux ressources (autrement dit, veiller à la justice sociale).

ufmsecretariat.org

Suivez l'Union pour la Méditerranée (UpM) sur:

 [ufmsecretariat](https://www.facebook.com/ufmsecretariat)
 [@UfMSecretariat](https://twitter.com/UfMSecretariat)
 [union-for-the-mediterranean](https://www.linkedin.com/company/union-for-the-mediterranean)

Palau de Pedralbes | Pere Duran Farell, 11 | 08034 Barcelona, Spain
Tél: 00 34 93 521 | Fax: 00 34 93 521 4102